



EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

April 2025 | FR

Available Languages:

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| ES | BG | CS | DA | EN | DE | ET | FR | EL | GA | HR | IT | LV | LT | HU | MT |
| NL | PL | PT | FI | RO | SK | SL | SV | | | | | | | | |

ÉDITORIAL



Éditorial

La société civile s'attaque à la polarisation de la société

Avril est là, et nous continuons de nous intéresser à l'énergie et aux enseignements tirés des manifestations phares que nous avons organisées en mars et qui ont une nouvelle fois démontré le pouvoir et la détermination de la société civile.

Mars a en effet été un mois intense et inspirant au sein du Comité économique et social européen. Nous avons organisé notre manifestation annuelle pour la jeunesse «Votre Europe, votre avis!». À cette occasion, nous avons donné la parole à ceux qui incarnent l'avenir de l'Europe: des jeunes, dont un bon nombre d'élèves de l'enseignement secondaire, originaires de tout le continent, y compris le Royaume-Uni et les pays candidats à l'adhésion à l'Union.

Nous avons également tenu notre deuxième Semaine de la société civile, qui a réuni plus de 800 représentants de la société civile de toute l'Europe afin de prendre part à des discussions animées, d'échanger de bonnes pratiques et de cocréer des solutions visant à renforcer la participation démocratique. L'édition de cette année avait pour thème

«Renforcer la cohésion et la participation dans des sociétés polarisées».

Alors qu'en ces temps troublés, les problèmes urgents sont légion, pourquoi mettre l'accent sur la polarisation?

L'émergence de clivages résultant d'un antagonisme accru entre différents points de vue peut constituer un élément normal du discours démocratique, souvent ancré dans l'idéologie. En réalité, un débat animé et l'expression d'une diversité d'opinions, parfois conflictuelles, sont essentiels à toute société ouverte et pluraliste telle que la nôtre. Comme le CESE l'a souvent fait observer, un débat ouvert et sans entraves constitue «le fondement d'une société participative, sans laquelle la démocratie ne peut fonctionner correctement».

Or, la polarisation que nous connaissons aujourd'hui est d'un autre ordre. Nous assistons à une montée des fractures néfastes et du populisme qui rejettent le dialogue, érodent la confiance et portent atteinte aux valeurs démocratiques. En politique et dans la vie publique, les possibilités de compromis diminuent. Lorsque les clivages prennent une tournure hostile, lorsqu'ils attisent la haine ou le ressentiment, ils perturbent la cohésion sociale, exaltent les divisions et, dans les cas les plus graves, conduisent à la violence.

En consacrant notre manifestation à la polarisation, nous avons voulu mettre en évidence l'augmentation préoccupante de ses caractéristiques toxiques, qui s'insinuent lentement dans toutes les sociétés européennes.

Cette tendance inquiétante est amplifiée par un certain nombre de menaces: l'ingérence étrangère dans les processus démocratiques, la propagation de la désinformation et la manipulation des médias sociaux pour réduire au silence les opinions divergentes et promouvoir les idées extrêmes. Nous constatons également une intensification des pressions qui pèsent sur la

liberté des médias, que ce soit par la monopolisation, l'ingérence des États ou les attaques contre les journalistes, à l'heure où la liberté et le pluralisme dans les médias sont plus essentiels que jamais.

Au CESE, nous sommes profondément préoccupés par l'augmentation des crimes fondés sur la haine en Europe, notamment ceux qui ciblent la religion, le sexe et le genre. La haine sape la démocratie, affaiblit nos institutions et instille la méfiance chez les citoyens.

C'est là que la société civile joue un rôle crucial. Les organisations de la société civile ont la volonté et le courage de défendre les espaces démocratiques, de faire respecter les droits fondamentaux et de renforcer le tissu social, notamment en luttant contre les effets toxiques des fractures délébiles.

La Semaine de la société civile a été notre manière de soutenir cet effort. Elle a offert un espace de dialogue constructif, d'échange d'idées nouvelles et de déploiement d'une approche collaborative de la résolution des problèmes, dans le but de favoriser la participation et la cohésion sociale. Nous avons organisé des panels du Groupe de liaison sur différents sujets, ainsi qu'une journée consacrée à l'initiative citoyenne européenne (ICE), instrument ultime de l'UE en faveur de la démocratie directe.

Dans le cadre de cette semaine thématique, le CESE a également décerné son 15^e prix de la société civile à trois initiatives remarquables visant à lutter contre la polarisation dans toute l'Europe. Sélectionnés parmi plus de 50 candidatures provenant de 15 États membres, ces projets montrent à la fois l'ampleur du défi et l'engagement profond des acteurs de la société civile à y faire face de front.

J'espère que la Semaine de la société civile de cette année et les lauréats du prix susciteront un regain d'optimisme et de foi dans le rôle que la société civile peut jouer lorsqu'il s'agit de défendre et de promouvoir les valeurs démocratiques européennes.

Et alors que nous continuons d'examiner les idées, les propositions et les enseignements tirés de nos manifestations de mars, nous avons décidé, dans ce numéro d'avril, de donner la parole à certains protagonistes de la Semaine de la société civile et de «Votre Europe, votre avis!». Bonne lecture!

Laurențiu Plosceanu

Vice-président chargé de la communication

À VOS AGENDAS

8 mai 2025

[Événement «Renforcer l'autonomie des migrants vulnérables»](#)

10 mai 2025

[Journée de l'Europe 2025](#)

22 mai 2025

Conférence «Les citoyens face à la désinformation», à Lisbonne, au Portugal

11 juin 2025

Conférence «Fournir une énergie abordable en Europe»

18 et 19 juin 2025

Session plénière du CESE



UNE QUESTION À...

La fragmentation du marché unique a des conséquences directes sur le coût de la vie dans l'UE et expose de nombreuses personnes en Europe au risque de basculer dans la pauvreté. Nous avons interrogé [Émilie Prouzet](#), rapporteure de l'[avis](#) consacré à ce sujet, sur les recommandations adressées par le CESE pour remédier à ce problème et créer un marché unique équitable et compétitif.

LE PRIX D'UNE RUPTURE DU MARCHÉ UNIQUE EST TROP ÉLEVÉ

Par *Émilie Prouzet*

Les dysfonctionnements du marché unique ont une incidence directe sur le coût de la vie et le CESE déplore que la situation ne s'aggrave. Le coût de la vie est plus que jamais la préoccupation première de nos concitoyens, notamment des jeunes. Les 94,6 millions d'Européens exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale sont tout particulièrement touchés.

Le FMI estime que les barrières non tarifaires au sein de l'UE équivalent à des droits de douane d'environ 44 % pour les marchandises, soit trois fois plus que les barrières en vigueur entre les États américains, puisqu'il est aujourd'hui coutume d'utiliser cette comparaison. Pour le marché des services, ce chiffre s'élève à 110 %!

Alimentation, logement, énergie, soins de santé, éducation: de nombreux domaines sont touchés, et des initiatives européennes existent. Nous devons tous intensifier nos efforts: les États membres, les opérateurs privés et la Commission européenne dans son rôle de gardienne des traités. Je reprendrai ici trois des principales recommandations formulées dans notre rapport.

Tout d'abord, nous devons nous attaquer d'urgence aux contraintes territoriales d'approvisionnement et à la segmentation nationale des opérateurs privés, qui restreignent la concurrence et entraînent une hausse des prix pour les consommateurs. 14 milliards de dollars: il s'agit du coût supplémentaire pour les consommateurs chaque année, selon une étude du JRC de 2020. Compte tenu de l'inflation, il est logique que l'objectif principal soit désormais d'améliorer le marché unique. La Commission, principalement par l'intermédiaire du SMET, travaille sur cette question. Bien que le problème soit complexe, des propositions ont été présentées. Évaluons leur incidence et progressons rapidement sur le sujet.

Ensuite, nous proposons d'accélérer les procédures contre les règles nationales qui enfreignent le droit communautaire. Nous devrions étudier la possibilité d'injonctions provisoires contre des violations manifestes des règles de l'Union. Nous ne devons pas permettre la mise en place de barrières: le protectionnisme de certains États membres a des conséquences directes. Que faut-il penser du fait que les médicaments peuvent expirer avant d'être redirigés vers les endroits où ils sont nécessaires?

Enfin, pour favoriser un marché unique équitable et compétitif, il est essentiel de trouver une approche équilibrée qui permette à la fois de prévenir l'érosion des normes élevées en matière de durabilité, de bien-



être et de protection des travailleurs, de réduire les charges administratives inutiles et de faciliter les échanges transfrontières.



DROIT AU BUT

Elena Calistru, membre du CESE et rapporteure de l'avis sur le thème «[Sortir des crises — Mesures en faveur d'une économie européenne résiliente, cohésive et inclusive](#)», aborde la question des impératifs économiques liés à la construction d'une économie qui protège les individus et les entreprises face aux perturbations économiques et aux graves crises du coût de la

vie.



RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE: DE LA GESTION DE CRISE À LA PROTECTION DES CITOYENS

Par Elena Calistru

La résistance de l'architecture économique de l'Europe a été mise à l'épreuve par les crises récentes, et ce sont les citoyens ordinaires qui ont supporté la charge la plus lourde. Notre avis intitulé «Sortir des crises» propose un modèle économique qui protège les personnes et les entreprises, plutôt que de les exposer aux perturbations économiques.

Trois enjeux économiques se dégagent:

Tout d'abord, les prévisions économiques doivent évoluer d'une analyse rétrospective à une intervention prédictive. L'inflation touche le panier de la ménagère avant les tableaux de bord

économiques. Nous avons besoin de systèmes de détection précoce sophistiqués qui repèrent les goulets d'étranglement dans l'approvisionnement et les anomalies au niveau de la transmission des prix avant qu'ils ne se traduisent par des factures de chauffage impayables et des denrées alimentaires inabordables. Les ménages les plus sensibles aux chocs économiques sont précisément ceux qui ont le moins de capacités à les absorber — cette réalité requiert de cartographier les vulnérabilités de façon détaillée, afin d'assurer une protection ciblée.

Deuxièmement, la capacité budgétaire doit passer d'une réaction d'urgence à une stabilisation intégrée. NextGenerationEU était un instrument impressionnant, mais improvisé. Des mécanismes permanents de stabilisation budgétaire placés sous la vigilance de la société civile garantiraient que les réponses aux crises protègent les personnes les plus menacées. Lorsque la gouvernance économique ne tient pas compte des effets sur la répartition, la pression sociale qui en résulte nuit à la résilience que nous cherchons pourtant à renforcer. Les mesures de conditionnalité sociale des financements de l'Union ne devraient pas être considérées comme des obstacles bureaucratiques: elles pourraient garantir que la croissance économique se traduise par une amélioration du niveau de vie de l'ensemble de la population.

Troisièmement, l'intégration du marché doit s'accélérer là où elle pèse le plus pour les consommateurs. Les coûts de l'énergie qui dépassent sensiblement ceux de nos concurrents ne sont pas seulement des indicateurs macroéconomiques: ils représentent concrètement des factures mensuelles qui fragilisent le budget des ménages européens. Les investissements stratégiques dans les infrastructures transfrontalières et l'intégration du marché de l'énergie ne sont pas seulement des objectifs économiques abstraits, mais ils représentent un soulagement concret pour les ménages et les entreprises confrontées à la pression du coût de la vie.

Élaborer une politique économique sans la contribution de la société civile équivaut à naviguer en mer inconnue: c'est techniquement possible, mais peu raisonnable en pratique. Lorsque les politiques sont conçues avec la pleine participation de celles et ceux qui subiront leurs conséquences, elles donnent toujours de meilleurs résultats. Il ne s'agit pas ici de considérer la consultation comme une formalité, mais bien de tirer parti de l'intelligence collective de la société civile organisée tout au long du cycle politique.

L'économie sociale de marché compétitive de l'Europe doit certes être modernisée, mais en aucun cas abandonnée. Ceux qui prétendent que l'enjeu consiste à choisir entre compétitivité et protection des populations font preuve d'une imagination économique extrêmement limitée. Les défis à venir nécessitent des institutions créatives qui placent la résilience économique et le bien-être des populations au cœur de la gouvernance économique européenne.



Marne.

L'INVITÉE SURPRISE

«Au lendemain de la trahison commise par les États-Unis, l'Europe se trouve placée devant un choix très clair: soit elle décide aujourd'hui de défendre l'Ukraine comme elle le ferait pour elle-même, soit il lui faudra, demain, affronter l'armée russe sur son propre territoire. Pareil combat sera tout sauf aisé, mais aucune bataille n'est perdue d'avance. Parmi les Européens, combien se tiendront à nos côtés? Tel est le point qui reste à éclaircir», a écrit notre invitée surprise, **Tetyana Ogarkova**.

*Ukrainienne installée à Kiev, **Tetyana Ogarkova** est journaliste, essayiste et spécialiste en études littéraires. Elle figure parmi les coordonnateurs du département international de l'Ukraine Crisis Media Center et coprésente les audios «L'Ukraine expliquée» («Explaining Ukraine»). Elle est par ailleurs maîtresse de conférences à l'Université Mohyla de Kiev et docteure ès lettres de l'Université Paris-XII Val-de-*



VERS UNE EUROPE DE LA DÉFENSE: LA COURSE CONTRE LA MONTRE A DÉBUTÉ

Par Tetyana Ogarkova

Début mars, c'est le cœur très lourd que j'ai quitté Kiev, pour un voyage de deux jours en direction de la France, où je devais participer à un symposium sur l'Ukraine. Je n'ai dès lors pas pu assister à une cérémonie importante prévue à Kiev: notre amie, la poétesse Svitlana Povalyaeva, avait choisi Maïdan, place centrale de la capitale, pour rendre un dernier hommage à son fils aîné, Vasyl, tombé au combat à l'âge de 28 ans. Son frère cadet, Roman, avait lui été tué à l'été 2022 en libérant la région de Kharkiv. Il avait 24 ans.

Je suis montée à bord du train le cœur serré, ayant laissé derrière moi mes trois enfants dans l'habitation familiale. Depuis le déclenchement de la guerre, ce n'était certes pas la première fois que je partais pour un court déplacement à l'étranger, mais pour le coup, j'ai été assaillie par un sentiment d'anxiété.

Je savais qu'en cas de menace de tirs de missiles balistiques russes, le système d'alerte de mon téléphone ne se déclencherait pas. Pendant plusieurs jours, je serais à deux mille kilomètres de chez moi, sans aucune possibilité de savoir si mes filles étaient en sécurité: l'idée me terrifiait.

Si le système d'alerte risquait de ne pas fonctionner, c'est parce que les États-Unis avaient cessé de partager leurs renseignements avec l'Ukraine, y compris ceux grâce auxquels il est possible de détecter à un stade précoce les lancements de missiles balistiques depuis le territoire russe. Ils avaient également

suspendu l'aide militaire et étaient même allés jusqu'à bloquer le matériel déjà envoyé en Pologne.

Quelques jours plus tard, j'étais de retour au pays. Les délégations ukrainienne, américaine et saoudienne avaient pu mener des négociations entre-temps. L'Ukraine était disposée à accepter un cessez-le-feu total et immédiat, à condition que la Russie fasse de même. Donald Trump était satisfait. La transmission des renseignements américains reprit, tout comme l'aide militaire convenue sous la présidence de Joe Biden.

Cependant, la confiance était rompue, car quand on a été trahi, il est difficile de faire comme si tout allait bien...

Ce sentiment de trahison est-il partagé en Europe? Elle est révolue, l'époque où le Vieux Continent pouvait compter sur la protection de l'OTAN, emmenée par les États-Unis. La nébuleuse MAGA nous tourne le dos et cherche à réduire la présence militaire et humanitaire des États-Unis en Europe, tout en s'employant à sortir le pays agresseur, la Russie, de son isolement diplomatique et économique.

Si Trump veut obtenir un cessez-le-feu en Ukraine au plus vite et à n'importe quelles conditions, c'est parce que le sort du pays ne lui importe guère. Son unique préoccupation est de réduire les coûts pour le budget américain. C'est ainsi que les États-Unis ne participent plus aux réunions organisées à la base aérienne de Ramstein, par exemple, et que plus aucune nouvelle forme d'aide militaire américaine n'est prévue pour l'année en cours.

Établir la paix au prix de la défaite de l'Ukraine ne semble poser aucun problème à la nouvelle administration américaine. Les émissaires Steve Witkoff et Keith Kellogg proposent même des plans de division de l'Ukraine en deux ou trois zones, qui sont le parfait reflet du sort réservé à l'Allemagne nazie après la Seconde Guerre mondiale, comme si l'Ukraine était l'agresseur qui avait perdu la guerre.

L'Europe est cependant tout aussi menacée. Si Trump veut réduire la présence militaire américaine sur le Vieux Continent et exige des pays membres de l'OTAN qu'ils accroissent les budgets de leurs armées pour les porter à 5 % de leur PIB, c'est parce qu'il estime que la défense de l'Europe est un problème européen.

Et pendant ce temps, la Russie observe. Pour elle, une OTAN qui ne serait plus sous direction américaine ne serait plus une force ni de défense ni de dissuasion. Combien de temps nous faudrait-il pour bâtir une «Europe de la défense», capable d'assurer sa propre sécurité de manière autonome? Si cette question vous semble trop abstraite, essayez de répondre à celle-ci: qui, parmi les Européens, irait défendre les pays baltes si la Russie venait à les attaquer après ses manœuvres en Biélorussie en septembre prochain?

Au lendemain de la trahison des États-Unis, l'Europe se trouve devant un choix très clair: défendre dès aujourd'hui l'Ukraine comme s'il s'agissait d'elle-même ou, demain, devoir affronter l'armée russe sur son propre territoire. Le combat s'annonce difficile, mais aucune bataille n'est perdue d'avance.

Fin mars, un sondage mené auprès de l'opinion publique ukrainienne a attiré mon attention: plus de 80% des Ukrainiens affirment que même sans le soutien des États-Unis, ils sont prêts à poursuivre la lutte contre la Russie.

Reste à savoir combien d'Européens se tiendront à nos côtés.

NOUVELLES DU CESE



Le CESE et la Commission prêts à unir leurs forces pour défendre la société civile

Lors d'un débat avec Michael McGrath, commissaire à la démocratie, à la justice, à l'état de droit et à la protection des consommateurs, le CESE a mis en garde contre les tentatives en cours de réduire au silence, discréditer et affaiblir les défenseurs de la démocratie, de la justice sociale et des droits fondamentaux, et s'est dit disposé à s'allier à la Commission pour protéger la société civile européenne et lutter contre la polarisation

Le **Comité économique et social européen (CESE)** est prêt à jouer un rôle concret dans la future stratégie de la Commission européenne en faveur de la société civile, élaborée en ce moment même dans le but de renforcer la démocratie et l'espace civique et d'unir des communautés divisées dans l'ensemble de l'Union. Face à la recrudescence des

attaques à l'encontre de groupes de la société civile et de médias indépendants, le CESE s'engage à les défendre et à contribuer à la protection des fondements d'une société libre et ouverte.

«Le CESE demeure fermement déterminé à défendre la société civile, à la protéger et à lui donner les moyens d'agir. En tant que maison de la société civile européenne, nous ne pouvons pas rester spectateurs. Nous allons réagir vigoureusement face aux tentatives d'affaiblir l'espace civique et plaider en faveur d'un soutien accru, d'une meilleure protection et d'une plus grande reconnaissance du rôle de la société civile dans le renforcement de nos démocraties», a souligné **Oliver Röpkke**, président du CESE, au cours de la session plénière du 27 mars. À l'occasion de cette session, le CESE a organisé un débat de haut niveau consacré à l'apaisement des clivages dans nos sociétés avec le commissaire **McGrath**.

M. Röpkke a expliqué que les ONG et les mouvements actifs sur le terrain se trouvaient de plus en plus souvent confrontés à un recul démocratique, à des législations restrictives, à des campagnes de dénigrement et à des poursuites judiciaires stratégiques qui concourent à réduire au silence les voix dissidentes et s'inscrivent dans un effort plus large visant à discréditer et affaiblir les mouvements de défense de la démocratie, de la justice sociale et des droits fondamentaux.

Au sujet des récentes accusations portées par certains députés au Parlement européen à l'encontre d'ONG de défense de l'environnement, M. Röpkke a jugé particulièrement inquiétant le fait que ces attaques ne proviennent pas seulement de l'extérieur des institutions, mais parfois même de l'intérieur.

Le commissaire McGrath a estimé que le CESE était parfaitement placé pour contribuer de manière substantielle aux efforts de la Commission visant à renforcer la démocratie et à lutter contre les divisions au sein de la société. Il a ajouté que le meilleur moyen de lutter contre la polarisation est de donner aux Européens les moyens d’agir et le sentiment d’être représentés: «Si nous y parvenons, nous réussirons à rapprocher nos communautés, nos sociétés et notre Union. Quoi qu’il en soit, nous sommes convaincus que l’engagement des organisations de la société civile restera fondamental.»

La nouvelle stratégie de l’Union européenne en faveur de la société civile, annoncée dans le programme de travail de la Commission pour 2025, soutiendra et protégera les organisations de la société civile et les défenseurs des droits de l’homme, et leur donnera les moyens d’agir.

Le débat en plénière a notamment permis de mettre en avant les principaux enseignements de la [Semaine de la société civile 2025](#) du CESE, qui avait pour thème le renforcement de la cohésion et de la participation dans des sociétés polarisées. Parmi les intervenants figuraient: **Brikena Xhomaqi**, coprésidente du groupe de liaison, qui a présenté les principales revendications formulées lors de la Semaine de la société civile 2025; **Richard Vaško**, de l’Association slovaque en faveur du débat, qui a remporté le prix de la société civile; et **Kristýna Bulvasová**, militante de la jeunesse, qui a exposé les principales recommandations exprimées lors de la manifestation annuelle du CESE pour la jeunesse, [«Votre Europe, votre avis!» \(YEYS\)](#).
(II)



[Le CESE réclame un programme de travail de l’UE plus ambitieux et plus inclusif](#)

Le Comité économique et social européen (CESE) a demandé que le programme de travail de la Commission européenne pour 2025, qui définit les priorités législatives et politiques de l’UE, se concentre sur la résilience économique, l’équité sociale et la durabilité. Lors d’un débat en plénière avec Valdis DOMBROVSKIS, commissaire à l’économie et à la productivité, le Comité, qui joue un rôle crucial dans l’élaboration du programme de travail, a réaffirmé son engagement à contribuer à la création d’un programme qui réponde aux défis urgents tout en construisant une Union européenne plus inclusive et tournée vers l’avenir.

En décembre 2024, le CESE a présenté sa [contribution au programme de travail](#), lequel est consacré au thème «Avancer ensemble: une Union plus audacieuse, plus simple et plus rapide», un angle de réflexion qui reflète l’ambition de s’attaquer de front aux défis économiques et géopolitiques de l’UE. Chaque année, au moyen de consultations approfondies et de recommandations détaillées, le CESE contribue à ajuster le [programme de travail](#) afin de garantir qu’il serve au mieux les entreprises et les citoyens européens.

Oliver RÖPKE, président du CESE, s'est réjoui de la collaboration étroite avec la Commission européenne. Bien qu'il soit conscient des efforts fournis par la Commission, il a plaidé en faveur d'une approche plus ambitieuse et inclusive. «Nous restons déterminés à élaborer des politiques qui favorisent la stabilité économique, l'équité sociale et les valeurs démocratiques», a-t-il déclaré.

M. Dombrovskis a réaffirmé que le programme de travail de la Commission pour les cinq prochaines années vise à stimuler la compétitivité et la sécurité économiques. «Prendre des mesures pour réduire les formalités administratives est un élément important de la construction de cette Europe plus compétitive. Notre programme de simplification consiste à faire en sorte que nos règles contribuent à atteindre nos objectifs économiques, sociaux, environnementaux et de sécurité, plutôt que d'entraver leur réalisation», a-t-il précisé.

Priorités essentielles pour 2025

Croissance économique et compétitivité

Le programme de travail est axé sur les réformes structurelles, le nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) et le renforcement des marchés des capitaux. Le CESE plaide en faveur d'une approche plus large de la résilience économique, en s'attaquant à la croissance atone, à la crise du coût de la vie et à l'incertitude géopolitique croissante.

Une réglementation plus intelligente, pas seulement réduite

Le CESE soutient l'engagement de la Commission à réduire les charges administratives, mais met en garde contre le fait que la simplification réglementaire ne doit pas se faire au détriment de la protection sociale ou des normes environnementales.

Stimuler l'innovation et l'investissement

En mettant fortement l'accent sur les réseaux numériques, l'IA et les technologies quantiques, le programme de travail donne la priorité à la primauté technologique de l'UE. Le CESE invite instamment la Commission à créer les conditions nécessaires pour empêcher les sorties de capitaux et favoriser les investissements à long terme en Europe.

Une Europe plus juste et plus verte

En s'attaquant à des défis tels que les pénuries de compétences, la sécurité alimentaire et la finance durable, le programme de travail vise à renforcer la durabilité sociale et environnementale. Le CESE souligne l'importance des politiques qui favorisent la cohésion sociale et une transition numérique juste.

Préparer l'élargissement et l'avenir

Alors que l'UE se prépare à un élargissement potentiel au-delà de 2028, le programme de travail présente des plans de stabilité financière et politique. Le CESE insiste sur la nécessité d'intégrer les points de vue de la société civile afin de garantir que les politiques répondent aux besoins de tous les Européens. (tk)



La nouvelle vision de l'Union européenne pour l'agriculture est une avancée encourageante en matière de protection des agriculteurs

Le Comité économique et social européen (CESE) a salué la nouvelle [vision de la Commission européenne pour l'agriculture et l'alimentation](#), une feuille de route de réformes visant à renforcer la position des agriculteurs et à mettre en place des systèmes agroalimentaires durables. Le Comité plaide toutefois pour une politique agricole commune (PAC) plus ambitieuse.

Cette vision, qui a fait l'objet d'un débat le 27 mars, durant la session plénière du CESE, contient des mesures pour améliorer le pouvoir de négociation des agriculteurs, la transparence de la chaîne d'approvisionnement et le dialogue au sujet de la politique alimentaire.

Christophe Hansen, commissaire européen à l'agriculture, l'a décrite comme une «réponse ciblée aux appels en faveur d'un secteur agroalimentaire compétitif, juste et résistant» et a souligné qu'il importe de travailler en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes, dont la société civile.

Oliver Röpke, président du CESE, a fait observer que cette vision reflète de nombreuses priorités du Comité. «Elle reconnaît le rôle clé que jouent tous les acteurs du secteur agroalimentaire pour garantir la durabilité et de la compétitivité», a-t-il précisé, ajoutant que, dans certains domaines, les recommandations du CESE allaient plus loin que les propositions de la Commission.

Les membres du Comité ont salué les initiatives visant à renforcer le rôle des producteurs lors des négociations et de l'élaboration de contrats. «Les contrats écrits assortis de clauses de renégociation renforceront la transparence et le pouvoir de négociation des agriculteurs», a précisé **Stoyan Tchoukanov**, rapporteur de l'avis du CESE sur le thème «[Modification du règlement portant organisation commune des marchés \(OCM\)](#)», qui aborde le renforcement de la position des agriculteurs lors des négociations et de l'élaboration de contrats.

La Commission prévoit également de renforcer la coopération dans l'ensemble du système alimentaire, en promouvant une production durable et des régimes alimentaires plus sains. **Émilie Prouzet**, rapporteuse de l'avis du CESE sur les «[Nouvelles règles relatives à la répression transfrontière des pratiques commerciales déloyales](#)», estime qu'il s'agit là d'une première étape pour soutenir les agriculteurs tout en évitant l'insécurité juridique.

La vision comprend un engagement en faveur d'une nouvelle approche européenne de gestion des risques et des crises, qui s'aligne sur les appels du CESE réclamant des outils plus efficaces pour faire face aux chocs liés à l'environnement, au marché et au climat. Une stratégie de renouvellement des générations est également attendue: elle soutiendrait les jeunes agriculteurs en leur donnant accès aux terres, à des compétences en investissement et aux infrastructures rurales.

Malgré un large soutien, des préoccupations subsistent. Les participants au débat ont soulevé les défis que comporte une discussion sur la réforme de la PAC après 2027 sans clarté sur le prochain budget de l'Union.

Le Comité a en outre demandé que les conditionnalités sociales soient appliquées plus strictement et a mis en garde contre le fait que la vision ne résout pas complètement les problèmes tels que la concentration du marché et la spéculation financière, qui ont un impact sur les prix des denrées alimentaires.

Le CESE a réaffirmé son rôle de partenaire essentiel pour transformer la vision de la Commission en politique. Il s'est engagé à poursuivre la coopération afin de veiller à ce que les intérêts des agriculteurs, des producteurs, des travailleurs et des consommateurs soient préservés pour façonner l'avenir de l'agriculture européenne. (ks)



Le pacte européen pour les océans peut-il déboucher sur une économie bleue à caractère durable?

Le Comité économique et social européen (CESE) a approuvé le «pacte européen pour les océans», en demandant instamment à la Commission européenne de veiller à ce qu'il ne se réduise pas à une simple déclaration d'intention mais devienne aussi un cadre d'action vigoureux.

Le pacte doit s'articuler avec les politiques existantes de l'Union, comme le pacte vert, la stratégie pour l'économie bleue et les objectifs de développement durable, en instaurant un équilibre entre croissance économique, protection de l'environnement et justice sociale.

Le changement climatique, la pollution et la surpêche mettent en péril les océans et les communautés qui vivent sur leurs rivages. Le pacte entend améliorer la gouvernance, stimuler l'innovation et promouvoir une économie bleue de nature durable. La consultation publique qui a été récemment menée, tout comme les contributions de la société civile, témoignent d'un soutien grandissant en faveur de mesures hardies et inclusives.

Le rapporteur de l'avis, **Javier Garat Pérez** a souligné que «les communautés côtières d'Europe sont confrontées à une série de défis corrélés, d'ordre économique, social et environnemental. Pour les relever, nous nous devons de promouvoir une économie bleue qui soit durable et compétitive, y compris dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, de préserver la santé, la résilience et la productivité des océans et de nous atteler à élaborer un programme global en faveur du savoir, de la recherche, de l'innovation et de l'investissement dans le domaine marin.»

En la matière, le CESE appelle à rationaliser la gouvernance entre les différentes agences de l'Union européenne, à améliorer la planification maritime et à investir dans la recherche, grâce à des programmes comme Horizon Europe. Il préconise également un plan d'action concernant les aliments «bleus», une construction navale placée sous le signe de la durabilité et une transition juste pour les travailleurs de la mer. Il est primordial d'apporter un soutien au patrimoine côtier et de mobiliser la jeunesse.

Pour être couronné de succès, le pacte devra être marqué une volonté politique, un financement et des exigences de responsabilité qui soient de grande force. S'il est mené à bien, l'Europe pourra faire figure de pionnière mondiale dans le domaine de la durabilité des océans, pour le plus grand bénéfice de leur résilience écologique et de l'exploitation de leur potentiel économique. (ks)



Portes ouvertes et grand sourire: c'est la Journée de l'Europe et nous sommes prêts à vous accueillir!

Le 10 mai prochain, venez découvrir le Comité économique et social européen (CESE), la maison et le cœur de la société civile organisée européenne, au bâtiment Jacques Delors, 99 rue Belliard 99, à 1040 Bruxelles.

Cette année, la Journée de l'Europe revêt une importance particulière, puisque nous commémorens le **75^e anniversaire de la déclaration de Robert Schuman**, qui représente historiquement le geste fondateur de l'unité et de la coopération européennes. En ce moment solennel, le CESE ouvre ses portes pour des activités attrayantes, aussi instructives que divertissantes, et un parcours de découverte, qui seront proposées tout

au long de la journée.

Des passionnés de politique aux jeunes esprits avides de savoir, chacun trouvera de quoi satisfaire sa curiosité.

Au fil de notre «circuit de découverte», **faites le tour du CESE en collectant les cachets:**

- relevez des défis amusants, au fil de **stands thématiques**;
- à chaque arrêt, faites tamponner le passeport que vous aurez reçu;
- une fois complété, vous pourrez **recevoir votre récompense spéciale!**

Ne manquez pas l'occasion de rencontrer le président du CESE, Oliver Röpke, et d'échanger avec lui sur son stand.

Il sera présent pour accueillir les visiteurs, répondre à vos questions et vous faire part de sa vision de la société civile européenne: vous aurez ainsi la chance exceptionnelle d'entrer directement en contact avec celui qui est actuellement à la tête du CESE.

Pour mieux vous votre plus grand plaisir, nous avons également prévu:

- la présence d'un caricaturiste, pour croquer le **portrait**,
- un **espace enfants**, avec toutes sortes de jeux,
- un **photomaton** ludique,
- une **roue de la fortune** avec des cadeaux-surprises à la clé,
- un **simulateur de vote en temps réel**, grâce auquel vous vous mettez dans la peau d'un membre du CESE.

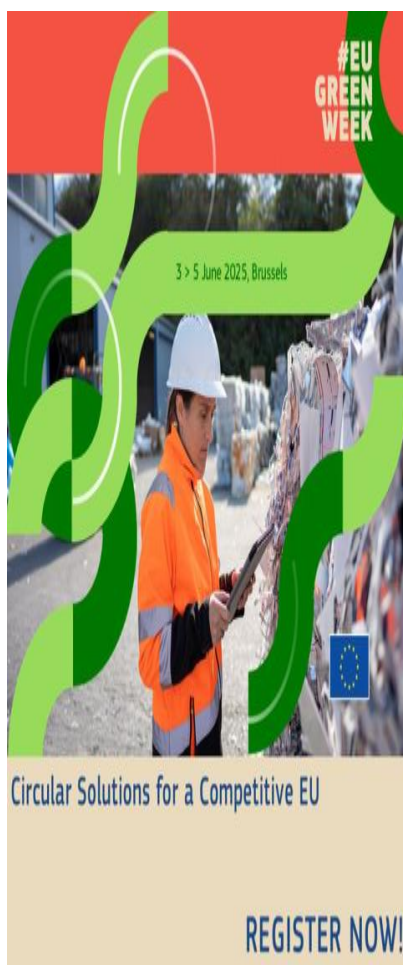
Vous découvrirez aussi comment nos différents **groupes et sections** impriment leur marque à la politique européenne et à ses valeurs.

Célébrons les idées qui forgent l'Europe unie! Entre amis, en famille ou en solo, **NE RATEZ SURTOUT PAS FORMIDABLE CETTE OCCASION!**

Plus qu'une visite: vous entrerez en curieux, et vous repartirez inspiré!

Pour des informations plus détaillées sur tout l'éventail d'activités que le CESE organise à l'occasion de la Journée de l'Europe, vous pouvez consulter la page [Fêtez l'Europe le 10 mai!](#)

#EuropeDay (kk)



À vos agendas: la Semaine verte de l'UE investira Bruxelles en juin

La Semaine verte de l'UE, qui se tiendra du 3 au 5 juin, mettra l'accent sur les trois enjeux que sont la propreté, la compétitivité et la circularité.

La [plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire](#), initiative phare du Comité économique et social européen (CESE) et de la Commission, est fière de participer à l'organisation de l'[édition 2025 de la Semaine verte de l'UE](#), qui mettra en lumière les solutions circulaires au service d'une Union compétitive. Cette année, la conférence se penchera sur la manière dont l'économie circulaire peut renforcer la compétitivité durable, réduire les déchets et stimuler l'innovation. Les 3 et 4 juin, les aspects stratégiques de la circularité seront examinés lors de débats à haut niveau. Des discussions approfondies avec les parties prenantes se tiendront ensuite le 5 juin, axées sur le potentiel que recèle la circularité pour l'avènement d'une Europe à la fois compétitive et efficace dans l'utilisation des ressources.

La manifestation sera également l'occasion de présenter le rapport issu du [dialogue avec les parties prenantes](#) qui s'est tenu le 10 avril au CESE. Cette manifestation préparatoire à la conférence a été l'occasion pour les parties prenantes de mener des discussions animées sur le pacte pour une industrie propre, la stratégie pour la bioéconomie et le futur acte

législatif sur l'économie circulaire.

Cliquez [ici](#) pour vous inscrire à la conférence de la Semaine verte de l'UE. (ac)

NOUVELLES DES GROUPES



L'Europe a besoin d'une puissance financière à la mesure de ses ambitions

Par Antonio García Del Riego, membre du groupe des employés du CESE

L'Europe se trouve à un moment charnière, confrontée à des défis historiques qui vont de l'intensification de la concurrence mondiale à la guerre qui sévit à ses portes, en passant par la transition écologique. Elle ne pourra pas se contenter de déclarations politiques si elle espère pouvoir les relever. Il lui faudra des ressources financières, qu'elle devra être en mesure de mobiliser, canaliser et multiplier. En résumé, elle aura besoin d'un système financier solide, compétitif et autonome. Nous n'en sommes malheureusement pas encore là.

La finance est la sève de toute économie moderne. Toute nouvelle usine, voiture électrique, extension d'hôpital ou start-up active dans le secteur des technologies propres a besoin, pour exister, que quelqu'un accepte de prendre le risque de la financer. Et en Europe, ce «quelqu'un» est bien souvent une banque. Les PME, qui représentent 99 % des entreprises de l'Union européenne, dépendent dans une très large mesure des crédits bancaires pour se développer, investir et exporter. Et pourtant, les institutions au cœur même de notre écosystème de financement risquent de se retrouver supplantées et soumises à une réglementation excessive.

Si l'Europe parle souvent d'autonomie stratégique en matière d'énergie, de défense et d'infrastructure numérique, elle n'aborde presque jamais la question de l'autonomie financière. C'est pourtant un point fondamental.

Aujourd'hui, plus de 60 % des opérations de banque d'investissement en Europe sont réalisées par seulement quatre établissements américains. Les prochaines règles de Bâle IV seront en vigueur dans leur intégralité au sein de l'Union, mais pas aux États-Unis, ni au Royaume-Uni, ni au Japon. Cette asymétrie désavantage les banques européennes sur le plan de la concurrence. Si nous voulons que les banques européennes financent la double transition et soutiennent les secteurs stratégiques, elles doivent pouvoir **affronter une concurrence loyale.**

L'**union des marchés des capitaux** doit aller au-delà des paroles et se muer en un véritable marché unique de l'épargne et des investissements. Pour y arriver, nous avons besoin d'une **réglementation intelligente et proportionnée qui permette de protéger** la stabilité et les consommateurs, tout en **stimulant la croissance et la compétitivité**. Cela passe par le respect des principes suivants:

- proportionnalité;
- neutralité technologique; et
- règles fondées sur les résultats.

L'Europe ne peut pas se permettre d'être naïve. Dans un monde de plus en plus marqué par la politique de rapports de force et les blocs économiques, **la puissance financière est synonyme de souveraineté**. Les États-Unis et la Chine l'ont bien compris. À nous de faire de même.



Droits de douane, désinformation et chaos: et maintenant, que va-t-il se passer pour l'Europe?

par le groupe des travailleurs du CESE

«Personne ne peut mentir sans être persuadé de connaître la vérité. Cette condition n'est en rien requise pour raconter des conneries.» L'ouvrage *De l'art de dire des conneries* du philosophe Harry G. Frankfurt (titre original: *On Bullshit*, traduit de l'américain par Didier Sénécals) revêt une actualité toute particulière au lendemain du soi-disant «Jour de la libération» célébré hier à Washington.

Le 2 avril dernier, le président américain a annoncé qu'il imposait à tous les pays des droits de douane à l'importation au taux unique de 10 %, majoré de droits supplémentaires destinés aux «cas les plus graves». Une liste répertoriant les pays placés au rang de ces cas graves a été exhibée, où figurent des «droits de douane réciproques» imposés à certains pays, avec notamment un taux de 20 % frappant l'UE. À l'évidence, le président américain n'a fait aucun cas du fait que ces chiffres soient largement fantaisistes et qu'ils ne [correspondent certainement à aucune définition digne de ce nom de ce que sont des droits réciproques](#). Pas plus, du reste, que du fait que [le déficit commercial de l'UE dans le secteur des services place presque à l'équilibre la balance commerciale globale entre les deux blocs](#). Mais de toute façon, l'exactitude n'était pas le but de l'exercice.

À quoi faut-il s'attendre, à la veille d'une nouvelle guerre commerciale fondée sur des élucubrations? À une hausse de l'inflation, à de l'incertitude sur les marchés, et à un coup dur porté aux industries européennes. Quant à savoir si les travailleurs américains en retireront un quelconque avantage, cela reste à voir.

Au-delà de la question des droits de douane, l'UE doit protéger les travailleurs et les emplois sur son territoire et amortir les premiers contrecoups, pas seulement en raison des tarifs imposés, mais aussi à

cause de l'incertitude provoquée par leur caractère arbitraire. Cela signifie qu'il faut remobiliser notre demande intérieure et veiller à ce que les richesses soient redistribuées et utilisées efficacement.

Cela veut dire aussi qu'il faut protéger nos industries et nos secteurs clés et investir dans ces filières, diversifier nos sources d'énergie, lutter contre la crise du coût de la vie et réformer l'UE pour rendre son processus décisionnel efficace. Une société forte et résiliente est le seul moyen d'éviter que des émules de Donald Trump n'essaient partout sur notre continent. Les partenaires sociaux forment un rouage essentiel dans une société de cette nature. Ce n'est pas un hasard si les syndicats sont les ennemis jurés du duo composé par Elon Musk et Donald Trump.



[Les systèmes de protection sociale européens sous pression: le rapport «Poverty Watch» 2024 expose les défis actuels](#)

Par le groupe des organisations de la société civile du CESE

Le 8 avril dernier, le réseau européen de lutte contre la pauvreté (EAPN) a lancé son dernier [rapport de veille sur la pauvreté](#) («Poverty Watch»), intitulé «Vers une approche systémique de la protection sociale».

Ce rapport, qui a été présenté pour la première fois à l'occasion d'[une manifestation](#) organisée conjointement avec le groupe des organisations de la société civile du Comité économique et social européen (CESE) à Bruxelles, prend à bras-le-corps les problèmes qui se posent pour garantir que les systèmes de protection sociale soient robustes et résilients. Cette action est particulièrement pertinente dans le contexte actuel, puisque dans l'Union, l'État-providence est soumis à des contraintes financières croissantes, dues aux limitations des dépenses nationales, ainsi qu'à

l'envolée des dépenses de défense et de sécurité.

Le rapport, qui s'appuie sur les conclusions de 19 organisations nationales membres du Réseau européen de lutte contre la pauvreté (EAPN), démontre que pour parvenir à une approche systémique de la protection sociale qui soit globale et efficace, il est nécessaire de disposer de politiques qui, s'inscrivant dans des stratégies intégrées à long terme, articulent les dimensions économique, sociale et environnementale. Ces actions doivent reposer sur des données probantes solides et sur une participation consistante des populations en situation de pauvreté.

Les réseaux nationaux de l'EAPN expriment leur appréhension face aux restrictions opérées dans les dépenses sociales. Par ailleurs, des indicateurs tels que des niveaux élevés de non-utilisation des prestations sociales continuent de susciter des inquiétudes quant à l'efficacité de politiques qui ne parviennent pas à atteindre les personnes qui ont besoin de prestations sociales et le droit d'y prétendre.

Le rapport déplore que face à un monde en mutation rapide, marqué par la numérisation, la guerre, le vieillissement de la population et le changement climatique, les réactions demeurent insuffisantes, et il souligne la nécessité de rétablir une approche systémique des politiques sociales.

Soulignant l'urgence de la question, **Juliana Wahlgren**, directrice de l'EAPN, s'est exprimée en ces termes: «L'Union européenne doit protéger l'État-providence et donner la priorité aux dépenses sociales. À cette fin, le rapport «Poverty Watch» formule des recommandations qui portent, entre autres, sur le revenu minimum, la crise du logement ou la transition énergétique. L'efficacité des actions et leur adéquation sont primordiales. L'année prochaine, la Commission lancera la stratégie européenne de lutte contre la pauvreté, mais elle ne pourra réussir que si les États membres adoptent une approche véritablement systémique de la protection sociale. Lorsque l'on sait que plus de 20 % de la population de l'Union est menacée de pauvreté, il ne peut plus être question de continuer à mener des politiques compartimentées: il faut que la protection sociale soit forte, coordonnée et efficace.»

Séamus Boland, président du groupe des organisations de la société civile a déclaré: «L'éradication de la pauvreté nécessite une action sans relâche de la part de tous les États membres. Celle qui est vécue dans l'Union est pour une grande part de nature intergénérationnelle, et peut être particulièrement brutale pour la vie des enfants et des personnes âgées. L'éducation, le logement et la cherté de l'énergie, sont autant de domaines où il convient de mettre en place des mesures spéciales qui ciblent les faiblesses du système. Si elle échoue à le faire, l'Union européenne, en tant qu'entité politique, aura du mal à garder la confiance de ses citoyens.»

Krzysztof Balon, vice-président du groupe des organisations de la société civile, et rapporteur de [l'avis du CESE](#) sur la toute première stratégie de l'UE contre la pauvreté, annoncée dans [les orientations politiques de la Commission pour la période 2024-2029](#), a formulé pour sa part les observations suivantes: «Une stratégie européenne efficace de lutte contre la pauvreté doit s'appuyer sur l'expérience des populations confrontées à la pauvreté et répondre à leurs besoins. Elle devrait aussi soutenir les organisations de la société civile et les associer à la conception et à la mise en œuvre de projets et de mesures appropriés pour lutter contre l'exclusion sociale.»

L'avis susmentionné sera présenté lors de la [session plénière du CESE](#) des 16 et 17 juillet prochains.

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



Semaine de la société civile 2025: la société civile, indispensable pour dépolariiser l'Europe

La responsabilité de renforcer la cohésion pour lever les clivages qui divisent les sociétés incombe aux organisations de la société civile, qui ont la force et la motivation de protéger les espaces civiques et démocratiques. Tel est le principal message envoyé lors de la Semaine de la société civile, organisée pour la deuxième année par le Comité économique et social européen (CESE) afin d'examiner la tendance alarmante à la polarisation généralisée des sociétés de l'UE.

Plus de 800 participants, notamment des représentants d'organisations de la société civile (OSC), d'ONG et d'organisations de jeunesse, ainsi que d'autres acteurs concernés et des journalistes, se sont réunis au CESE du 17 au 20 mars à l'occasion de la [Semaine de la société civile](#), où ils ont pu procéder à des échanges de vues et débattre des moyens de renforcer la cohésion et la participation dans des sociétés marquées par les clivages.

Durant la Semaine de la société civile, quatorze séances ont été organisées par des membres du Groupe de liaison du CESE et des partenaires de la Journée de l'initiative citoyenne européenne (ICE), y compris la cérémonie de remise du prix de la société civile du CESE. Les participants ont élaboré un arsenal complet de [mesures réalisables et de demandes clés](#) pour des sociétés plus cohésives, notamment:

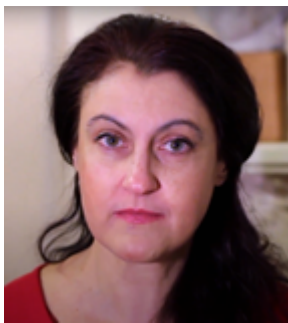
- renforcer la cohésion par l'éducation et la culture;
- fournir des logements abordables et durables;
- renforcer la participation publique grâce à l'ICE;
- assurer une transition juste et inclusive et une croissance verte et bleue;
- construire une stratégie européenne forte relative à la société civile;
- renforcer le soutien et le financement des organisations de la société civile;
- faire participer les jeunes à l'élaboration d'une Europe plus forte et plus résiliente;
- stimuler l'innovation et la technologie au service du bien commun.

Lors de la séance de clôture, **Oliver RÖPKE**, président du CESE, a déclaré: «Alors que cette deuxième édition de la Semaine de la société civile touche à sa fin, je suis profondément inspiré par l'énergie, la résilience et l'engagement des acteurs de la société civile de toute l'Europe. Cette semaine, nous avons pu montrer que lorsqu'elle se réunit, la société civile est capable d'apporter des solutions qui renforcent notre démocratie, favorisent la cohésion sociale et participent à la construction d'une Europe véritablement au service de ses citoyens.»

Henna VIRKKUNEN, vice-présidente exécutive de la Commission européenne chargée de la souveraineté technologique, de la sécurité et de la démocratie, a mis en évidence le rôle crucial que jouent les OSC pour guider les sociétés dans le respect des valeurs fondamentales européennes.

Victor NEGRESCU, vice-président du Parlement européen, a lancé un appel pressant à l'action, demandant aux OSC de déployer leur force pour réagir aux discours agressifs: «Nous avons besoin d'une société civile robuste et d'un véritable partenariat entre elle et les décideurs afin de pouvoir bâtir ensemble une société cohésive ayant un impact réel sur la vie des citoyens.»

Les représentants des OSC ont souligné que les sociétés civiles n'étaient pas que des prestataires de services, mais bien un rouage essentiel des systèmes démocratiques et participatifs. **Nataša VUČKOVIĆ**, secrétaire générale de la Fondation du Centre pour la démocratie en Serbie, a fait part de son optimisme quant à la contribution essentielle que peut apporter la société civile pour lutter contre les causes profondes et la propagation des discours antidémocratiques et anti-européens, tant au sein de l'Union que dans les pays candidats. Nous pouvons y parvenir en analysant attentivement l'Union européenne et en faisant en sorte que les avantages qu'elle offre profitent à tous les citoyens dans leur quotidien. (at)



Un diagnostic pour l'Europe: la précarité et l'insécurité sont aujourd'hui la norme

Selon Albena Azmanova, professeure d'université et auteure primée dont le discours d'orientation a marqué les esprits lors de la Semaine de la société civile du CESE, nos sociétés sont gangrenées par une maladie invisible: celle de la précarité omniprésente, marquée par un profond sentiment d'impuissance et par l'impression d'être à la merci de forces qui échappent à tout contrôle. Dans l'échange ci-dessous avec CESE info, M^{me} Azmanova décortique les principales causes de cette épidémie, parmi lesquelles la tendance à privilégier l'égalité par rapport à la stabilité économique.

Dans votre discours d'orientation lors de la Semaine de la société civile, vous avez évoqué une épidémie de précarité qui est à la base du recul des libertés politiques. Vous l'avez décrite comme une maladie invisible qui nous fait perdre la raison. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce que vous entendez par «épidémie de précarité»? Quelle en est la genèse?

Dans les sociétés prospères, l'exaspération ne cesse de croître et les décès provoqués par le désespoir — en particulier les suicides sur le lieu de travail — sont en augmentation. C'est là la partie la plus douloureuse, et donc la plus manifeste, d'un iceberg de précarité massif, mais invisible, alimenté par l'insécurité de nos moyens de subsistance. Ce n'est pas seulement que les gens sont indignés et que la confiance dans les institutions politiques s'amenuise, même si nous en entendons souvent parler. La méfiance peut être salutaire: elle alimente les exigences de responsabilité. La colère peut s'avérer productive: elle peut déclencher des luttes pour davantage de justice et déboucher sur de profondes transformations.

Le mal qui ronge actuellement nos sociétés, celui que je qualifie de «précarité omniprésente» dans mon travail, est d'un autre ordre. Il s'agit d'une forme particulière d'insécurité liée à une *perte aiguë d'emprise sur son destin*, due au fait que les gens se sentent à la merci de forces qu'ils ne peuvent maîtriser.

En tant qu'individus, nous vivons la précarité comme une *incapacité à faire face* aux tâches fondamentales dont nous devons nous acquitter au quotidien. Ce sentiment d'incapacité crée une peur du déclassement, une crainte de perdre ce qui nous appartient: notre travail, nos économies, notre capacité à accomplir des choses, notre santé mentale. Le problème ne porte donc pas tant sur la pauvreté ou les inégalités, mais plutôt sur les pertes subies ou anticipées, la peur du déclassement. C'est comme cela qu'est ressentie la précarité.

Les sociétés vivent la précarité comme une incapacité à se gérer et à faire face à l'adversité. Prenez la COVID-19. Comment nos sociétés prospères, à la pointe de la science et dotées d'une solide architecture institutionnelle, ont-elles pu laisser un problème de santé publique, causé par un virus qui n'était ni totalement inconnu ni particulièrement mortel, se transformer en une grave crise sanitaire, puis en une crise économique et sociale? La réponse est que nos gouvernements avaient réduit les investissements publics, y compris dans les soins de santé.

Il existe une autre caractéristique de la précarité. Elle est déclenchée par des *politiques spécifiques*, par la combinaison néolibérale de marchés libres et d'économies ouvertes, où les décisions sont fondées sur la rentabilité. Pour asseoir la compétitivité de leur pays ou de l'UE sur le marché mondial, dans le cadre d'une concurrence planétaire pour le profit, les élites de centre-gauche et de centre-droit se sont empressées de réduire à la fois la sécurité de l'emploi (pour donner aux entreprises la flexibilité nécessaire à leur compétitivité) et les dépenses consacrées aux services publics. Tout le monde s'est donc retrouvé à devoir assumer davantage de responsabilités, mais avec moins de ressources pour les mener à bien. Il nous est demandé d'en faire plus avec moins de moyens.

Voici un exemple: la Commission européenne demande aux États membres d'agir davantage pour la justice sociale tout en leur enjoignant de réduire leurs dépenses. Ce décalage entre des responsabilités toujours plus nombreuses et des ressources en diminution constante se traduit par un sentiment d'incertitude et nous fait douter de notre capacité à faire face. Il ne s'agit pas là de l'incertitude saine qui nous pousse à découvrir le vaste monde, à réfléchir à nos options, à prendre des risques ou à prouver notre valeur. Il s'agit plutôt d'une peur toxique, de la crainte de perdre nos moyens de subsistance et de l'anticipation d'un avenir plus sombre.

Selon vous, quelle est la cause de la montée des dirigeants autoritaires et des partis de droite? Comment décririez-vous la situation qui prévaut actuellement en Europe en ce qui concerne les libertés démocratiques et le respect des valeurs fondamentales de l'UE?

Le soutien croissant aux dirigeants et partis autoritaires de droite est à mettre sur le compte d'une *précarité résultant de choix politiques*. Les gens se sentent en situation d'insécurité et sont donc à la recherche de sécurité et de stabilité; ils ont l'impression d'être privés de tout moyen d'action et placent donc leurs espoirs dans des leaders à poigne qui apporteront une stabilité immédiate. Ceux-ci augmentent par exemple les dépenses militaires et renforcent les pouvoirs de la police, comme l'UE s'appête aujourd'hui à le faire.

Les ferments de cette évolution sont à rechercher auprès des partis centristes, qui ont précarisé nos sociétés pour des raisons néolibérales. À mon sens, le centre-gauche porte une responsabilité particulière dans cette situation désolante. Alors qu'elle affiche pour raison d'être la défense de la justice, la social-démocratie s'est concentrée sur la lutte contre une seule forme d'injustice, à savoir les inégalités. Les populations, quant à elles, sont à la recherche d'une stabilité économique, c'est-à-dire de la capacité de gérer leur vie et de faire des plans pour l'avenir.

Réfléchissez-y: il est possible d'avoir des sociétés parfaitement égalitaires, mais profondément précaires, ce qui ne correspond guère à l'image que je me fais d'une société prospère. En outre, les gens ne sont pas nécessairement demandeurs d'une éradication des inégalités si celle-ci implique d'être traités comme des perdants qui sont dédommagés (et humiliés) par un modeste exercice de redistribution: ce qu'ils souhaitent avant tout, c'est de ne pas être des perdants.

Dans votre discours, vous avez également parlé des «Olympiades de la victimisation». Pourriez-vous nous dire de quoi il s'agit et nous expliquer pourquoi nous devrions nous en écarter?

Au cours des cinq dernières décennies environ, la lutte contre les discriminations a pris les traits d'une politique identitaire. Les groupes qui ont historiquement été victimes de discrimination ont été traités comme des «minorités protégées», dont le statut a été élevé au moyen de mesures d'action positive telles que des promotions ciblées et des systèmes de quotas. Lorsque cela se produit dans un contexte de précarité omniprésente, où les emplois de qualité et les autres ressources se font rares, ces groupes protégés commencent à entrer en concurrence pour ces ressources limitées. Dans un tel climat, le statut de victime devient une sorte d'atout: plus on occupe une place élevée dans la hiérarchie supposée des victimes, plus les exigences de protection sont fortes.

D'une part, cela crée une animosité entre les groupes concurrents, ce qui érode la solidarité. D'autre part, aucun de ces groupes n'en ressort vraiment gagnant, car ils restent des victimes. Après tout, le statut de victime et le fait de subir des discriminations sont précisément ce qui leur permet de prétendre à une protection. Les seuls gagnants de ce jeu malsain de compétition pour l'accès aux ressources et à une protection spéciale sont les élites qui dispensent leurs largesses de façon magnanime. Le résultat final est que les groupes défavorisés se perçoivent comme des ennemis et se combattent les uns les autres, tandis que leurs «protecteurs», les élites politiques, consolident leur pouvoir grâce à ces querelles.

Dans ce contexte, pourquoi la société civile a-t-elle un si grand rôle à jouer dans la préservation de la démocratie et des libertés civiles que nombre d'entre nous considèrent comme acquises? Pourquoi l'antidote contre les abus de pouvoir se trouve-t-il au niveau de la société civile, et non dans les élections démocratiques?

Nous sommes seuls dans l'isolement lorsque nous votons. Nous ressentons vivement notre manque d'emprise sur la situation et les frustrations induites par l'insécurité, et nous exprimons cette anxiété au moyen de notre vote. C'est ce qui explique la montée des partis réactionnaires lors des élections libres et régulières. La société civile évolue selon une logique différente et dispose d'une source de pouvoir particulière: la force de cohésion. Lorsque nous évoluons dans un collectif, unis autour d'une cause commune, nous ne sommes pas seuls, nous ressentons moins la précarité et la perte de contrôle, car nous pouvons compter sur le soutien de nos camarades. Une fois la précarité jugulée, la peur recule et nous pouvons penser à l'avenir, nous pouvons voir les choses en grand.

Albena Azmanova est professeure de sciences politiques et sociales à la City St George's University of London et coéditrice de la revue *Emancipations*. Son dernier livre, *Capitalism on Edge* (2020), a remporté de nombreux prix, dont le prix littéraire Michael Harrington, décerné par l'American Political Science Association en reconnaissance d'un «travail remarquable qui montre comment le savoir peut être mis au service de la lutte pour un monde meilleur».



L'importance de la pensée critique

«Nous enseignons aux élèves que les faits doivent être vérifiés, mais que les opinions devraient être discutées avec courtoisie. Une véritable pensée critique respecte une pluralité de points de vue», déclare Richard Vaško de l'Association slovaque en faveur du débat (SDA), organisation lauréate du prix de la société civile du CESE sur le thème de la lutte contre la polarisation, avec son Olympiade de la pensée critique. Richard, dont le projet a remporté le premier prix, nous a expliqué en quoi consiste l'Olympiade et pourquoi il est crucial d'enseigner la réflexion critique dans notre monde polarisé où règne la désinformation.

Pourriez-vous nous décrire à quoi ressemble un jeu ou un cycle de l'Olympiade de pensée critique et nous donner un exemple d'épreuve ou de question posée?

Lors des cycles d'Olympiades de la pensée critique organisés dans les écoles et au niveau régional, les élèves, qui disposent d'un accès complet à l'internet et à des outils de vérification des faits en ligne, participent à des épreuves d'une à deux heures dans le cadre desquelles ils doivent résoudre une série de tâches. Les épreuves se concentrent sur l'éducation aux médias, l'interprétation des données et des études, la détection des manipulations, des biais et des raisonnements fallacieux, et la formulation de leurs propres arguments.

Par exemple, lors d'un cycle récemment organisé, il a été demandé aux élèves de rédiger un argumentaire sur le thème de l'opportunité d'installer des caméras de sécurité dans les écoles afin d'y renforcer la sécurité, une question d'actualité dans le débat public slovaque. Une autre épreuve consistait à leur demander d'analyser une [vidéo TikTok](#) virale présentant une théorie du complot sur Taylor Swift et d'y détecter les caractéristiques typiques de la pensée conspirationniste. Dans le cadre d'une troisième épreuve, les élèves ont dû déterminer entre deux vidéos laquelle était [générée par l'IA](#) et laquelle était [authentique](#).

Toutes les [épreuves](#) citées précédemment sont accessibles au public en langue slovaque à l'adresse suivante: www.okm.sk.

Quel objectif poursuivez-vous avec l'Olympiade de la pensée critique? Qu'est-ce qui vous a poussé à lancer ce projet?

Notre objectif est d'aider les élèves, à l'âge où ils commencent à utiliser les médias sociaux et à consommer du contenu numérique, à développer les compétences nécessaires pour s'y retrouver dans cet espace en faisant preuve d'esprit critique, de responsabilité et d'intelligence. Grâce à un retour d'information régulier après chaque cycle, ainsi qu'à des cours d'apprentissage en ligne disponibles pour se préparer, les élèves acquièrent des habitudes et des outils transférables qu'ils peuvent appliquer dans leur vie quotidienne. À terme, notre objectif est de former une génération de jeunes informés, résilients contre la désinformation et capables de mener un dialogue constructif et fondé sur des faits.

Nous avons lancé ce projet afin de pallier une lacune majeure de notre système éducatif, à savoir l'éducation aux médias et la réflexion critique, qui restent largement sous-représentées dans les programmes scolaires officiels. Plus de la moitié des étudiants slovaques n'apprennent jamais comment évaluer la fiabilité des informations. Seuls [16 %](#) des jeunes slovaques vérifient régulièrement les informations qui proviennent des médias. En conséquence, [56 %](#) de la population ont tendance à croire à des théories du complot, voire à des mensonges purs et simples. Nous avons voulu changer cette situation en proposant aux écoles de l'ensemble du pays une activité modulable et efficace.

Pourquoi pensez-vous qu'il est si important de développer la pensée critique dans le contexte actuel? Sommes-nous en mesure de gagner la guerre contre les fausses informations?

Les fausses informations ont toujours existé sous une forme ou une autre, mais nous vivons aujourd'hui à une époque de surcharge d'information sans précédent. Les médias sociaux étant la principale source d'information pour de nombreux jeunes, chacun peut facilement diffuser de la désinformation, de la mésinformation ou des discours haineux. Apprendre à filtrer et à s'y retrouver dans ce paysage d'information chaotique est devenu une compétence psychosociale essentielle.

Néanmoins, nous ne «gagnerons» jamais pleinement la guerre contre les fausses informations, celles-ci étant une cible mouvante en constante évolution. Toutefois, ce que nous *pouvons* faire, c'est doter les jeunes d'outils leur permettant de mieux s'orienter dans cet environnement, de poser de bonnes questions et de réfléchir avant de partager.

Avez-vous reçu des retours d'information concernant votre projet? Pouvez-vous nous donner un exemple?

Nous recueillons des retours d'information détaillés après chaque cycle, et les réactions sont très largement positives. Par exemple, 93 % des enseignants dont les élèves ont participé à l'Olympiade ont déclaré que cet exercice avait contribué à renforcer la résilience de leurs élèves face à la désinformation et aux canulars. En outre, notre taux de recommandation net — un indicateur clé de la satisfaction des utilisateurs — a atteint +76 au cours du dernier cycle, ce qui est jugé excellent.

Quels conseils donneriez-vous à d'autres organisations de la société civile pour obtenir des résultats dans le cadre d'actions ou de programmes de ce genre?

Chaque pays et chaque contexte est différent, et les organisations locales sont les mieux placées pour savoir ce qui fonctionne pour leur communauté. Cependant, voici quelques principes qui nous ont bien servis dans notre démarche:

Tout d'abord et surtout, ne pas dire aux jeunes ce qu'il faut penser. Une véritable pensée critique respecte une pluralité de points de vue. Si les élèves ont le sentiment que leurs opinions sont rejetées ou dictées, ils décrochent. Nous leur enseignons que les faits doivent être vérifiés, mais que les opinions devraient être discutées dans le respect.

Deuxièmement, l'accessibilité et l'inclusivité sont essentielles. À moins d'élargir nos horizons et de viser au-delà des écoles d'élite, nous n'aurons pas d'impact réel. Notre programme est gratuit, entièrement en ligne, facilement accessible et également disponible dans la langue de notre plus grande minorité ethnique. Cette année, 53 % des participants étaient issus de lycées professionnels.

Troisièmement, réfléchir au caractère modulable dès le début et tirer parti des nouvelles technologies pour le garantir. Nous utilisons l'IA pour évaluer les réponses ouvertes, ce qui nous permet d'assurer une expérience éducative de qualité sans recourir à des tests à choix multiples. Si l'ère du numérique a apporté son lot de défis majeurs, elle nous fournit également des outils puissants pour y faire face.

Richard Vaško est membre de l'Association slovaque en faveur du débat depuis ses 12 ans. Il a remporté le premier prix de la Ligue nationale slovaque de débat au lycée et a représenté la Slovaquie aux championnats du monde de débat dans les écoles. Il a terminé premier de sa promotion dans le cadre de son diplôme de droit, politique et philosophie de l'université de Warwick, au Royaume-Uni, et suit actuellement un master de philosophie en éducation (Connaissance, Pouvoir, Politique) à l'université de Cambridge.

Depuis 2021, Richard travaille pour la SDA, où il a fondé et coordonne désormais l'Olympiade de la pensée critique. Il a également travaillé au sein de l'équipe de communication stratégique du ministère slovaque de l'éducation (StratCom) et a co-rédigé plusieurs manuels de formation des enseignants sur l'éducation aux médias pour l'Institut national de l'éducation et de la jeunesse. Il mène des recherches et organise une école d'été multiethnique pour les enfants défavorisés en collaboration avec l'Institut Mathias Bel, une ONG axée sur les minorités ethniques et les communautés roms marginalisées en Slovaquie.



LE PRIX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU CESE EN BREF

À ce jour, l'emblématique prix de la société civile du CESE a été décerné à quinze reprises. Il récompense les projets qui adoptent une approche particulièrement créative et innovante face à des enjeux qui présentent un intérêt majeur pour l'UE.

Toute organisation de la société civile officiellement enregistrée dans l'Union européenne et agissant au niveau local, régional, national ou européen peut déposer sa candidature. Le prix est également ouvert aux particuliers résidant dans l'UE, ainsi qu'aux entreprises enregistrées ou opérant au sein de l'Union, pour autant que leurs projets soient strictement sans but lucratif.

Pour être admissibles, les initiatives et projets doivent tous être déployés sur le territoire de l'Union. Leur mise en œuvre doit être déjà terminée ou encore en cours à la date limite de dépôt des candidatures.

L'objectif de ce prix est de sensibiliser le public à la contribution exceptionnelle que la société civile peut apporter à la création d'une identité et d'une citoyenneté européennes ainsi qu'à la promotion des valeurs communes sur lesquelles se fonde l'intégration européenne.

Un thème différent est choisi chaque année. En 2023, les projets étaient axés sur la santé mentale. En 2022, le CESE avait exceptionnellement décerné un prix pour deux enjeux: la jeunesse et l'Ukraine. En 2021, le

prix avait mis à l'honneur des projets climatiques promouvant une transition juste. En 2020, le Comité avait remplacé son prix de la société civile par un unique prix de la solidarité civile, consacré à la lutte contre la COVID-19. Parmi les autres thèmes couverts par les éditions précédentes figuraient l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes, les identités européennes et le patrimoine culturel en Europe, ainsi que la migration.

En octobre 2024, le CESE a décidé de consacrer son quinzième prix de la société civile à la lutte contre l'émergence de clivages néfastes dans la société européenne.

Le thème de la polarisation est plus urgent que jamais. Dans un contexte marqué par la superposition de plusieurs crises dont la pandémie de COVID-19, la guerre menée par la Russie en Ukraine ainsi que l'instabilité sociale et économique généralisée, la méfiance à l'égard des institutions et des autorités publiques s'est accrue, suscitant une polarisation néfaste.

La société civile joue un rôle clé dans la lutte contre cette méfiance et dans la surveillance des foyers de radicalisation de l'opinion, en ligne et hors ligne, dans l'amélioration de la cohésion sociale et dans la sauvegarde des idéaux démocratiques. Au côté des pouvoirs publics et de la société civile, elle peut contribuer à protéger la démocratie libérale des tendances autoritaires.

C'est la raison pour laquelle le Comité a décidé de décerner son dernier prix de la société civile à des initiatives à but non lucratif qui interviennent efficacement pour mettre en place des actions de prévention, des dispositifs d'alerte en amont et, si nécessaire, des mesures de désescalade afin de veiller à ce que les valeurs démocratiques soient protégées, que les clivages ne deviennent pas néfastes, et que les rhétoriques partisans n'aboutissent pas à des actes de violence.



QUI SONT LES LAURÉATS?

La 15^e édition du prix de la société civile du CESE a récompensé trois lauréats, originaires de Slovaquie, de Belgique et de France, pour leur travail inspirant dans le domaine de la lutte contre les clivages néfastes à travers l'Europe. Les lauréats ont été dévoilés le 20 mars lors d'une cérémonie de remise des prix organisée dans le cadre de la [Semaine de la société civile](#).

La dotation du prix a été partagée entre les trois lauréats, le premier prix s'élevant à 14 000 EUR. Les deux autres gagnants ont reçu 9 000 EUR chacun.

PREMIER PRIX: Slovak Debate Association (Slovaquie), pour le projet «Critical Thinking Olympiad» (Olympiade de la pensée critique)

[Slovak Debate Association \(SDA\)](#) est une ONG slovaque. Elle s'est donné pour mission de promouvoir l'ouverture d'esprit, la pensée critique et la citoyenneté active parmi les jeunes slovaques. Grâce à une série de programmes, SDA apprend aux jeunes à

évaluer les faits et les opinions, à formuler leurs propres arguments et à faire preuve d'esprit critique face aux contenus médiatiques afin de trouver des sources d'information crédibles. Ce faisant, l'organisation crée un espace où peuvent se tenir des débats ouverts et publics sur les principaux problèmes auxquels la société slovaque est confrontée.

L'un des programmes ayant rencontré le plus de succès est l'initiative «**Critical Thinking Olympiad**», lancée en 2021. Déjà très populaire, elle a attiré l'année dernière près de 9 000 élèves issus de plus de 300 établissements scolaires. Ce projet innovant consiste en un concours qui vise à renforcer la résilience des élèves face à la désinformation. La désinformation est omniprésente en Slovaquie: 61 % des Slovaques se méfient des médias et plus de la moitié sont adeptes de théories du complot. L'Olympiade s'emploie à attaquer le problème de front en renforçant l'éducation aux médias et en modifiant les habitudes de consommation des jeunes.

Le concours s'adresse à trois groupes d'âge (des classes de 8^e aux classes de 13^e du système slovaque) et invite les participants à relever des défis tirés du monde réel des médias. Ces épreuves sont conçues de manière à refléter les contenus auxquels les élèves peuvent être exposés dans leur vie quotidienne. Les jeunes analysent des vidéos TikTok, vérifient l'exactitude de contenus créés par l'IA et évaluent des publications Instagram, et s'efforcent de faire la distinction entre la réalité et la désinformation. Les élèves participent également à un débat public, au cours duquel ils doivent présenter leurs arguments à leurs pairs.

«*Critical Thinking Olympiad* contribue à dépoliariser la société en apprenant à des milliers de jeunes à dialoguer selon des perspectives différentes, à reconnaître les biais cognitifs et à exprimer leurs points de vue de manière constructive», a déclaré **Richard Vaško**, fondateur et coordinateur du programme. «Par cet exercice qui fait appel à leurs compétences, nous entendons raffermir l'esprit critique des jeunes et les éduquer en matière de contenus médiatiques, pour leur donner les moyens de résister à la désinformation et de mieux s'y retrouver dans les débats de société en intégrant toutes les nuances qu'ils impliquent.»

SECOND PRIX: Reporters d'Espoirs (France), pour l'initiative «**Prix européen Jeunes Reporters d'Espoirs**»

[Reporters d'Espoirs](#) est une organisation française sans but lucratif créée en 2003. Elle est à l'origine de l'approche du «journalisme des solutions», une forme de journalisme désormais largement répandue dont l'objectif est de trouver des réponses aux défis que rencontre la société actuelle. L'organisation encourage les journalistes à adopter cet état d'esprit positif et récompense par différents prix les meilleurs reportages et innovations éditoriales mis au point par des journalistes, mais aussi des jeunes.

L'initiative **Prix européen Jeunes Reporters d'Espoirs** récompense les jeunes journalistes et les forme au journalisme des solutions en français. Par l'intermédiaire de ce programme pluridimensionnel, les candidats ont l'occasion d'apprendre en quoi consiste le journalisme des solutions dans le cadre d'un cours en ligne organisé en collaboration avec l'École de journalisme d'Aix-Marseille. Chaque candidat est encadré par un mentor, qui l'aide à améliorer ses compétences rédactionnelles et orales, et suit une formation sur l'art de présenter ses projets et ses idées. Les lauréats remportent une invitation pour un voyage d'apprentissage de 48 heures à Paris, au cours duquel ils rencontrent d'autres journalistes et experts originaires de toute l'Europe qui partagent les mêmes valeurs. Six lauréats se voient ensuite décerner des prix d'un montant total de 10 000 EUR.

«La lutte contre les clivages est inhérente aux méthodes du journalisme des solutions: celui-ci consiste à mettre en évidence la complexité du monde, la diversité des acteurs à tous les niveaux et dans tous les

pays, dans leur ensemble ou pris séparément, tout en décrivant la capacité des initiatives locales à étendre leur champ d'action», a expliqué **Gilles Vanderpooten**, directeur de Reporters d'Espoirs.

Pour ses trois premières éditions, le prix a reçu plus de 400 candidatures provenant de 25 pays. La 4^e édition, actuellement en cours, est en bonne voie pour dépasser les 300 candidatures. L'organisation a déjà aidé plus de 75 candidats à maîtriser le français écrit et parlé.

L'idée est facile à reproduire, et l'équipe dialogue déjà avec des journalistes d'Espagne, d'Italie et de Belgique en vue de développer des partenariats et d'élargir la portée du prix.

«Nous ambitionnons de déployer le prix au-delà des frontières du monde francophone et d'autres langues de l'Union européenne», a déclaré M. Vanderpooten. «Cette expansion contribuera largement à ce qu'un nombre croissant de jeunes s'engagent en faveur de l'«Europe des solutions»».

TROISIÈME PRIX: L'asbl FEC Diversité (Belgique) pour son projet «ESCAPE GAME EXTRÊME DROITE — Un escape game pour se dépolluer des idées d'extrême droite».

En Europe et dans le monde entier, les idéologies d'extrême droite s'enracinent. Les partis d'extrême droite gagnent du terrain et le populisme a le vent en poupe. L'organisation à but non lucratif belge [FEC Diversité](#) a conçu un moyen de faire barrage à la propagation de ces idées parmi les enseignants, les syndicalistes et les citoyens de tous horizons.

«**ESCAPE GAME EXTRÊME DROITE — Un escape game pour se dépolluer des idées d'extrême droite**» est un jeu d'évasion qui permet aux joueurs de se «dépolluer» des idées de l'extrême droite, d'une manière ludique et attrayante. Pour commencer, les joueurs apprennent qu'ils ont été infectés par des idéologies d'extrême droite et doivent se décontaminer en accomplissant une série de tâches. Au fil du jeu, ils en viennent à comprendre comment les idées d'extrême droite sont diffusées et amplifiées au travers de la société.

Le jeu est composé de quatre «districts» comportant chacun des épreuves spécifiques à franchir. Dans le district A, les participants prennent part à des discussions sur l'impact de l'extrême droite sur le lieu de travail, en interagissant avec 19 objets. Dans le district B, les joueurs lisent des témoignages véridiques de migrants afin de comprendre leur périple pour rejoindre l'Europe. Dans le district C, la bande-son d'un discours sur l'extrême droite est diffusée et accompagnée d'une série d'images. Enfin, dans le district D, les joueurs se familiarisent avec un rapport sur un parti d'extrême droite, avant de compléter des mots croisés.

Particulièrement immersif, le jeu est encadré par des animateurs à la voix altérée, vêtus de combinaisons étanches au gaz et de masques à gaz. L'idée derrière les différents défis à relever est de mobiliser les cinq sens pour que l'expérience soit aussi marquante que possible et de sensibiliser les joueurs aux enjeux qui touchent la démocratie en Europe.

Depuis le lancement de l'initiative en juin 2023, près de 1 000 joueurs ont été «dépollués», et la renommée du jeu s'est répandue parmi les syndicats de travailleurs, les organisations et les écoles en Belgique et au-delà. Des participants originaires de France et de Bulgarie ont fait le voyage pour le tester en vue de le reproduire ailleurs.

«Nous sommes fiers d'avoir mis au point un outil éducatif innovant qui aborde la question des idées d'extrême droite de manière attrayante et interactive», a déclaré **Malika Borbouse**, de FEC Diversité. «En favorisant le dialogue et la réflexion collective, notre initiative contribue à réduire les tensions et à



Découvrez certains des autres candidats

Cette année, 58 candidatures ont été soumises pour le prix de la société civile, émanant de particuliers, d'entreprises privées et d'organisations de la société civile issus de nombreux États membres européens, ce qui reflète une large répartition géographique.

Les projets proposés couvrent un large éventail de sujets, qu'il s'agisse de favoriser l'engagement et l'autonomisation des jeunes, de renforcer la cohésion sociale et l'inclusion, de contribuer à l'éducation aux médias, de lutter contre la désinformation ou encore de veiller au respect des droits de l'homme et à l'égalité entre les hommes et les femmes.

Nombreuses sont les initiatives qui attaquent le problème concerné à la racine et concourent à la prévention des clivages.

Par exemple, l'initiative ***EUth Voices for Social Change***, créée par l'organisation à but non lucratif [Youthmakers Hub](#), basée en Grèce, entend donner aux jeunes les moyens d'induire un changement positif au sein de leur communauté. Ces projets tentent de remédier aux clivages néfastes qui polarisent notre société, de bâtir une culture de la tolérance en encourageant les citoyens à nouer des dialogues constructifs et à résister aux discours qui divisent, au moyen, notamment, de formations à l'habileté numérique et de podcasts.

D'autres projets luttent contre les discours clivants et la radicalisation. Ils comblent les lacunes culturelles, ethniques et générationnelles, remédient aux fractures sociales, favorisent la compréhension et la coopération mutuelles, protègent les droits fondamentaux et inspirent la cohésion sociale.

DEMDIS Digital Discussion, une initiative lancée par l'association slovaque [DEMDIS](#), a créé une nouvelle plateforme logicielle destinée à héberger des débats numériques justes, même sur des sujets controversés. Les utilisateurs votent sur les déclarations et sont placés dans des groupes distincts en fonction de leur point de vue. Le projet les aide à trouver un terrain d'entente en jetant des ponts entre ces camps polarisés.

Le ***Guide des droits de l'homme*** de la [Baltic Human Rights Society](#) compte parmi les exemples de moyens dont dispose la société civile pour défendre les droits fondamentaux. Le guide sert de plateforme d'éducation aux droits de l'homme et offre des explications dans plusieurs langues sur la manière dont les droits de l'homme peuvent et devraient fonctionner dans des situations spécifiques de la vie quotidienne.

Parmi les candidatures de cette année se trouvent également plusieurs approches culturelles et artistiques de la lutte contre les clivages, telles que l'***Atlas géopolitique de la culture et des médias indépendants en Europe*** mis au point par l'association [Arty Farty](#). Cette initiative met en évidence des thèmes de première importance pour un réseau d'organisations culturelles et médiatiques indépendantes

dans toute l'Europe, tels que l'inclusion, la réduction des fractures territoriales ou la nécessité de lutter contre la désinformation. Ces projets montrent que la culture et les médias peuvent jouer un rôle transformateur pour une société moins fragmentée.



Journée de l'ICE 2025: l'initiative citoyenne européenne doit donner toute la mesure de son potentiel

L'initiative citoyenne européenne s'est avérée être un outil efficace pour intensifier la participation des citoyens à la vie politique de l'Union, mais il est nécessaire de la renforcer, pour parer au risque que les institutions ne s'éloignent des préoccupations des citoyens européens ordinaires.

L'[initiative citoyenne européenne \(ICE\)](#) est un mécanisme participatif de l'Union européenne qui vise à renforcer la démocratie directe, en ce qu'il donne à ses citoyens, pourvu qu'ils soient au nombre d'au moins un million, avec des seuils bien déterminés de ressortissants d'un minimum de sept États membres, la possibilité de demander à la Commission européenne de proposer un texte législatif dans un domaine où les États

membres ont transféré des compétences au niveau européen.

Depuis le lancement des ICE, en 2012, la Commission européenne en a enregistré 119, et leurs organisateurs ont recueilli une vingtaine de millions de signatures. Jusqu'à présent, onze ont été menées à bonne fin et validées en tant que telles, et la Commission a déjà répondu à dix d'entre elles.

La [Journée de l'ICE](#), organisée chaque année par le Comité économique et social européen (CESE), constitue un forum et une plateforme importants, où les organisateurs d'initiatives citoyennes européennes, déjà enregistrées ou encore en projet, ainsi que les acteurs concernés, peuvent échanger des informations et des expériences et présenter leurs activités au public.

Cette année, la Journée de l'ICE s'est tenue dans le cadre de la Semaine de la société civile, le 18 mars.

«L'Union européenne devrait poser de nouveaux jalons en faveur de la démocratie participative, en complément de celle de type représentatif. L'initiative citoyenne européenne (ICE) constitue le tout premier outil au service de cette même démocratie participative au niveau européen», a déclaré **Laurențiu Plosceanu**, vice-président du CESE chargé de la communication.

La médiatrice européenne, **Teresa Anjinho**, a estimé que l'ICE constituait un dispositif puissant, mais qu'elle n'avait pas encore donné toute la mesure de son potentiel. «Nous devons améliorer notre communication concernant ses objectifs et ses fonctions. Il s'impose de renforcer les campagnes de

sensibilisation, pour que le citoyen ait pleinement connaissance des possibilités que l'ICE lui offre ou ne lui offre pas, et qu'il puisse agir en conséquence. Si nous voulons que l'ICE reste un outil de poids, nous devons faire preuve de transparence, nous montrer honnêtes et savoir communiquer. À défaut, c'est la confiance du public envers cet instrument et l'avenir de notre Union que nous ne parviendrons pas à préserver», a-t-elle fait valoir.

Les initiatives citoyennes européennes présentées lors de ce rendez-vous de la Journée de l'ICE étaient au nombre de neuf, portant sur des sujets comme l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire, l'avortement, les droits des personnes LGBTQ+, la protection des bâtiments contre les démolitions, la préservation du patrimoine des jeux vidéo, un nouveau modèle de réduction des émissions au moyen de quotas aériens, ainsi que des normes sanitaires nouvelles pour l'utilisation médicale des substances psychédéliques.

En réponse aux appels à consolider le financement des actions d'ICE, **Adriana Mungiu**, qui est à la tête de l'équipe ICE au secrétariat général de la Commission, a incité les militants à ne pas tabler sur la perspective, assez lointaine, de nouveaux dispositifs budgétaires pour leurs initiatives: en lieu et place, ils devraient plutôt faire davantage usage des fonds que le budget actuel de l'Union met à leur disposition, notamment dans ses chapitres consacrés à la participation citoyenne. (at)



[Trois idées pour rapprocher les Européens de l'Europe grâce à l'initiative citoyenne européenne](#)

Par Daniela Vancic

L'initiative citoyenne européenne (ICE) est vraiment un outil unique: nulle part ailleurs dans le monde, les citoyens ne disposent d'un tel levier pour exercer une incidence directe sur la législation. Pourtant, l'ICE tarde toujours à recevoir toute la reconnaissance qu'elle mérite, comme l'écrit Daniela Vancic, responsable des politiques européennes et des activités de plaidoyer chez Democracy International, dans un article où elle expose trois idées pour renforcer l'impact de cet instrument.

[L'initiative citoyenne européenne](#) compte parmi les outils démocratiques les plus puissants dont dispose l'Union européenne, juste derrière les élections du Parlement européen. En 13 ans d'existence, l'ICE a suscité l'engagement de plus de 20 millions de citoyens et s'est imposée comme une plateforme essentielle de participation. Toutefois, malgré son potentiel, l'ICE est rarement reconnue à sa juste valeur.

Voici les raisons pour lesquelles l'ICE revêt une telle importance, ainsi que trois idées pour renforcer encore son incidence.

Le rôle de l'ICE dans un monde polarisé

Qu'est-ce qui rend l'ICE véritablement unique? Il n'existe aucun autre outil comparable dans le monde: l'ICE donne aux citoyens les moyens d'influer directement sur la législation, à condition de recueillir des soutiens dans au moins sept États membres de l'Union. Dans un contexte où la polarisation politique s'accroît, l'ICE apparaît comme un pont essentiel entre les citoyens et les décideurs politiques, en leur permettant de collaborer davantage et de nouer des liens, et en stimulant de véritables changements.

Sa vocation première est d'inciter les citoyens à prendre part à l'élaboration des politiques. Elle permet ainsi de rassembler des groupes d'horizons divers, de susciter de grands débats publics et de mieux faire entendre différentes voix sur la scène européenne. C'est le cas, par exemple, de l'initiative «[Ma voix, mon choix](#)», qui a récemment dépassé le million de signatures et fédéré un réseau de militants, d'organisations et de personnalités publiques, y compris des sommités internationales telles que Barack Obama, et ainsi déclenché un débat de plus grande ampleur concernant les valeurs fondamentales. De telles actions de mobilisation apportent une valeur ajoutée durable à la démocratie dans son ensemble, tout en faisant progresser la cause qui leur est chère.

Agir en temps utile, un enjeu essentiel

L'ICE recèle un immense potentiel pour faire progresser la démocratie, mais si l'on souhaite l'exploiter pleinement, il faut absolument que les institutions de l'UE prennent des mesures en temps opportun. Si certaines initiatives, comme la campagne «[End the Cage Age](#)» (Pour une nouvelle ère sans cage), ont permis de faire évoluer les politiques de l'UE dans le bon sens, on constate souvent un décalage important entre le soutien apporté par la population à une ICE et le suivi législatif qui lui est donné. Une telle situation peut créer de la frustration parmi les citoyens et la société civile, qui risquent alors de ne plus faire confiance au processus.

Pour entretenir la dynamique, l'UE devrait envisager d'accélérer le traitement des ICE qui bénéficient d'un soutien massif de l'opinion publique. Certes, l'élaboration de la législation européenne prend du temps, mais lorsqu'une ICE est clairement soutenue par de larges pans de la population, elle devrait faire l'objet d'une attention particulière. Il faut que les citoyens puissent voir leurs idées déboucher rapidement sur des mesures concrètes, et que l'ICE serve de catalyseur pour des changements opportuns et offre un tremplin pour exercer une influence.

Promouvoir le rôle des organisations de la société civile dans les efforts visant à réformer l'Union européenne

Les organisations de la société civile ont toujours occupé une place centrale dans le dispositif de l'ICE, en mobilisant les citoyens et en les sensibilisant au potentiel que recèle cet outil. Dès le premier jour, des organisations telles que Democracy International ont joué un rôle crucial dans le développement et la promotion de l'ICE. Mais le rôle de la société civile ne s'arrête pas là.

Ces organisations doivent continuer à plaider en faveur de réformes susceptibles de renforcer l'ICE dans sa fonction d'instrument démocratique. Ainsi, cet outil devrait pouvoir être utilisé pour proposer des modifications aux traités de l'UE — une prérogative qui reste à ce jour hors de portée, mais qui pourrait avoir une incidence considérable sur l'avenir de l'Europe. Les discussions sur la réforme des traités vont bon train et la nécessité de doter l'UE d'un traité adapté aux défis et aux perspectives de notre époque est de plus en plus largement reconnue. Il importe donc plus que jamais d'élargir l'ICE pour permettre aux citoyens de prendre part aux discussions dans ce domaine.

Faire des ICE une source d'inspiration pour les futures politiques

Il faut revoir à la hausse les ambitions de l'ICE. Pour en libérer tout le potentiel, on pourrait envisager de prendre en considération les ICE même lorsqu'elles ne répondent pas aux critères établis en la matière. En effet, si une idée n'atteint pas le seuil du million de signatures, cela ne veut pas forcément dire qu'elle n'est pas géniale et qu'elle ne mérite pas d'être prise en considération. Faire campagne en faveur d'une ICE n'est pas une mince affaire, surtout lorsqu'il faut déployer des efforts par-delà les frontières, en plusieurs langues et dans différents pays. Il arrive donc parfois que les meilleures idées ne disposent pas des ressources nécessaires pour répondre aux exigences élevées auxquelles une ICE doit se conformer pour aboutir.

Ainsi, si l'ICE lancée en 2012 sous l'intitulé «Single Communication Tariff Act» (Acte pour un tarif unique des communications) n'a pas été couronnée de succès au sens de la définition standard des ICE, elle a néanmoins inspiré la politique d'«itinérance aux tarifs nationaux», qui est entrée en vigueur cinq ans plus tard et profite à des millions d'Européens, lesquels bénéficient désormais sans frais de l'itinérance des données lors de leurs déplacements à l'étranger. Cet exemple montre bien que, même si une ICE n'atteint pas le nombre de signatures requis, elle peut tout de même donner l'impulsion nécessaire pour faire évoluer les politiques. L'UE devrait être disposée à examiner toutes les idées émanant des citoyens, même lorsqu'elles restent sous le seuil du million de signatures, et à s'en inspirer pour faire évoluer la législation à l'avenir.

Principaux enseignements

L'ICE est un outil extrêmement précieux pour consolider la démocratie en Europe, surtout dans un contexte où les valeurs démocratiques sont menacées partout dans le monde. Elle permet aux citoyens de faire entendre leurs idées sur la scène européenne, en mobilisant le soutien du public et en produisant une incidence significative. Alors que l'ICE entre dans une phase de maturation, il est temps de réfléchir à la manière dont cet outil unique peut être amplifié afin de tisser des liens plus étroits et plus directs entre les citoyens et les institutions.

Fort de soutien continu de la société civile, l'ICE peut aider à bâtir une Union européenne plus participative et plus réactive, la confortant ainsi dans sa position de championne mondiale de la démocratie.

Daniela Vancic est responsable des politiques européennes et des activités de plaidoyer chez [Democracy International](#), où elle défend depuis 2017 une démocratie participative et directe. Riche d'une expérience de plus d'une décennie dans les processus de participation citoyenne, elle fait figure de spécialiste reconnue de l'initiative citoyenne européenne. En 2022, elle a coédité le livre «Complementary Democracy: The Art of Deliberative Listening».



[ICE «Ma voix mon choix»: plus de 1,2 million de personnes marquent leur soutien au droit à l'avortement](#)

L'initiative citoyenne européenne «Ma voix mon choix» plaide en faveur d'avortements sûrs et accessibles pour toutes les femmes dans l'ensemble de l'UE. Lancée en avril 2024 et coordonnée par l'Institut du 8 mars, une ONG slovénienne, elle a réussi à obtenir plus d'un million de signatures bien avant son échéance. CESE Info a évoqué avec l'instance organisatrice de cette initiative l'urgence dans laquelle celle-ci s'inscrit, compte tenu du contexte politique actuel qui voit les femmes perdre de plus

en plus le contrôle de leurs droits en matière de procréation.

Qu'est-ce qui vous a incité à lancer l'initiative «Ma voix mon choix», et quel est votre objectif ultime?

Nous avons commencé à réfléchir à une campagne qui protégerait les droits à l'avortement en Europe il y a près de trois ans, lorsque l'arrêt *Roe v. Wade* a été renversé aux États-Unis. Dans les États fédérés des États-Unis, les femmes ont perdu leur droit constitutionnel du jour au lendemain, et il nous est immédiatement apparu que nous devons agir pour protéger le droit à l'avortement en Europe. En Pologne, les femmes meurent dans les hôpitaux en raison d'une interdiction presque totale de l'avortement. Ces dernières années, elles ont organisé des manifestations qui ont connu un énorme succès en faveur du droit à l'avortement. À Malte, les femmes peuvent encore être emprisonnées si elles avortent. Cette année, Giorgia Meloni a autorisé des groupes anti-avortement à manifester dans les cliniques où sont pratiqués des avortements et à harceler les femmes qui tentent d'en obtenir. Plus de 20 millions de femmes en Europe n'ont pas accès à l'avortement.

C'est pourquoi nous avons lancé la campagne «Ma voix mon choix». Nous avons travaillé sur notre proposition avec une équipe de juristes internationaux et formé un réseau solide regroupant des organisations de l'Europe tout entière.

Notre objectif est de protéger les droits à l'avortement au niveau de l'UE et d'améliorer l'accès à l'avortement pour les femmes qui doivent aujourd'hui se rendre dans d'autres pays en raison d'interdictions de l'avortement (à Malte et en Pologne, par exemple) ou en raison d'un taux élevé d'objection de conscience (comme c'est le cas en Italie et en Croatie), ou encore pour toute personne qui ne dispose pas des moyens économiques nécessaires à avorter (dans des pays tels que l'Allemagne ou l'Autriche).

Le climat politique actuel est précisément la raison pour laquelle notre campagne est urgente. Nous devons nous unir et montrer que la majorité de la population défend le droit à l'avortement et s'oppose aux restrictions à la liberté de reproduction. La majorité des Européens sont favorables au droit à l'avortement, et nous devons être unis et unies pour les protéger.

Quelles mesures concrètes demandez-vous à la Commission européenne? Comment y parvenir, étant donné que la santé relève de la compétence des États membres?

Nous proposons à la Commission européenne de mettre en place un mécanisme financier qui fonctionnerait comme un mécanisme de participation volontaire pour les États membres, couvrant le coût des procédures d'avortement. Il fonctionnerait de la même manière que les programmes de prévention et de traitement du cancer.

L'idée est que toute personne qui doit se rendre dans un autre pays pour y avorter — en raison de sévères restrictions dans son propre pays ou d'un taux élevé d'objection de conscience — n'aura pas à payer la procédure de sa poche. À l'heure actuelle, des milliers de femmes se rendent dans d'autres pays où elles paient parfois des milliers d'euros pour la procédure. Tout le monde ne peut pas se le permettre.

L'avortement peut ne pas relever de la compétence de la Commission européenne, certes, mais c'est bien le cas des programmes financiers liés aux soins de santé, ce qui fait que nous avons pu enregistrer notre ICE.

Pourquoi avez-vous choisi de poursuivre cette démarche au moyen d'une ICE? Dans quelle mesure pensez-vous que la Commission répondra favorablement?

Notre organisation, l'[Institut du 8 mars](#), qui coordonne la campagne «Ma voix mon choix», possède une grande expérience des initiatives civiles nationales, de la collecte de signatures et des référendums. Grâce au mécanisme national d'initiative civile, nous avons déjà fait modifier avec succès 15 lois en Slovaquie et remporté deux référendums nationaux. Nous avons voulu trouver un outil de démocratie directe similaire au niveau de l'UE. C'est ainsi que nous nous sommes familiarisés avec l'ICE. Notre but était de parvenir à un changement direct qui aurait une incidence durable sur les droits en matière de reproduction pour tous en Europe, et c'est pourquoi nous avons décidé de commencer à recueillir des signatures.

Au long de notre campagne, nous avons obtenu le soutien politique de tous les groupes politiques de centre-gauche du Parlement européen et nous avons reçu le soutien d'éminents responsables politiques au niveau national dans de nombreux États membres de l'Union. De même, nous avons établi et entretenons de bonnes relations avec les commissaires européens. Nous espérons que tous ces acteurs entendront la parole des quelque 1,2 million de personnes qui soutiennent notre initiative.

Comment êtes-vous parvenus à mobiliser des personnes dans différents pays de l'UE afin de soutenir votre initiative et de contribuer à la collecte de signatures? Quels canaux utilisez-vous pour diffuser votre message?

Nous avons mis en place un réseau solide de plus de 300 organisations et créé une communauté forte de plus de 2 000 volontaires aux quatre coins de l'Europe. Nous souhaitons être présents dans les rues des villes et villages européens, où nos bénévoles seraient prêts à recueillir des signatures. Nous sommes également parvenus à créer une forte présence en ligne sur notre [Instagram](#), mais nous utilisons également différents canaux tels que [Facebook](#), [TikTok](#), YouTube, [BlueSky](#), [X](#) et d'autres plateformes de médias sociaux.

Vous avez dépassé le million de signatures requis pour la réussite d'une ICE, et ce un mois avant la date limite de collecte des signatures. Quel type de retour d'information et de soutien, y compris financier, avez-vous reçu jusqu'à présent?

Nous sommes parvenus à atteindre un million de signatures en décembre, après les avoir recueillies pendant neuf mois, et nous avons clôturé la collecte de signatures avec 1,2 million de signatures avant la date limite.

Notre réseau et notre communauté nous ont permis de recueillir les signatures nécessaires, mais nous avons également demandé à bénéficier de différentes possibilités de financement tout au long de notre campagne afin de préserver sa dynamique. «Ma voix mon choix» a également remporté le prix de la société slovène de sociologie et est présélectionné pour le prix *SozialMarie*. Nous avons également obtenu le soutien de tous les groupes politiques de centre-gauche et le soutien individuel de divers députés du Parlement européen, de **Nicolae Ștefănuță**, vice-président du Parlement européen, de **Melanie Vogel**, sénatrice française, ainsi que de **Nataša Pirc Musar** et **Robert Golob**, respectivement présidente et premier ministre de Slovénie. De nombreux militants et personnes de différents pays de l'UE soutiennent également notre campagne, comme **Luisa Neubauer** (Allemagne) et **Alice Coffin** (France).

«Ma voix mon choix» est une initiative qui évolue pour devenir l'un des plus grands mouvements féministes d'Europe. Elle rassemble plus de 300 organisations et d'innombrables sympathisants et bénévoles spécialisés de toute l'UE qui œuvrent de concert pour garantir un avortement sûr et accessible dans l'Union européenne.



[Pour connaître la vérité sur la guerre, interrogez ceux qui la vivent](#)

Tatiana Povalyaeva a représenté l'Ukraine lors de la manifestation «[Votre Europe, votre avis](#)» (YEYS) de cette année, aux côtés de ses élèves. Enseignante dans une école secondaire de Kharkiv, elle n'est plus revenue en salle de classe depuis février 2022 et enseigne en ligne depuis lors. Elle décrit les difficultés du métier d'enseignant dans une ville située à une quarantaine de kilomètres à peine de la frontière avec la Russie, bombardée sans relâche depuis le début de la guerre.

De votre point de vue d'actrice du système éducatif et d'enseignante, quel a été l'impact de la guerre sur votre capacité à enseigner et sur le système éducatif de l'Ukraine de manière générale?

Aujourd'hui, à Kharkiv, la quasi-totalité des écoles sont passées à l'enseignement en ligne, car nous n'avons pas assez d'abris pour assurer la sécurité de nos élèves dans le cadre de cours en présentiel. C'est notre quotidien depuis trois ans maintenant. La dernière fois que j'ai vu mes élèves en classe, c'était le 23 février 2022. Beaucoup ont été contraints de quitter le pays. Ils vivent désormais ailleurs en Europe, dans un grand nombre de pays, et en tant qu'enseignante, cela m'attriste profondément. Ils me manquent et je sais qu'ils doivent faire face à de nombreuses difficultés. Ils doivent parfois étudier à la fois dans une école européenne et dans une école ukrainienne. C'est une charge énorme pour eux. Et dans le même temps, ceux d'entre nous qui sommes restés en Ukraine vivons sous la menace d'un danger permanent. Personne ne mérite un tel sort.

Enseigner et accompagner des élèves en temps de guerre est quelque chose que nous n'avions jamais connu auparavant. Pour moi, l'une des plus grandes difficultés, c'est le sentiment d'impuissance à aider certains élèves. Il arrive que toutes mes connaissances et mon expérience ne suffisent pas pour répondre à leurs problèmes de santé, induits par le stress et ses conséquences. J'ai constaté chez certains élèves de

profonds changements dans leur personnalité à cause d'un syndrome de stress post-traumatique, et dans ces cas-là, c'est plus d'un médecin que d'un professeur dont ils ont besoin. Cela fait mal de se rendre compte que vous êtes incapable de protéger vos élèves dans ces épreuves qu'ils traversent. Malgré tout, nous restons proches d'eux, prêts à les aider, à les accompagner, à nous occuper d'eux.

C'est difficile aussi pour moi de faire preuve de résilience et d'être utile pour eux, pas seulement dans la matière que j'enseigne, mais aussi dans d'autres aspects de la vie. Un professeur fort et résilient peut apporter davantage de choses à ses élèves, mais la question qui se pose à nous est comment pouvons-nous maintenir cette force? Les enseignants qui vivent et travaillent dans un contexte de guerre ont tout autant besoin de soutien que quiconque, car nous sommes là pour épauler les enfants, et les enfants sont notre avenir. Plus l'enseignant se sentira bien, plus les élèves recevront de soutien et d'attention.

Pourquoi pensez-vous qu'il est important d'encourager vos élèves à s'intéresser à la politique ou à l'espace civique, ou encore de participer à des manifestations internationales comme celle-ci?

Encourager les élèves à s'investir activement est l'une des missions principales de l'enseignant. Plus important encore, il faut les inciter à maintenir un lien avec la vie politique, car le politique a un impact considérable sur la vie des citoyens. C'est une bonne occasion pour eux de mettre en avant des idées et des solutions en réponse à bon nombre des problèmes que nous connaissons aujourd'hui.

En participant à des manifestations internationales comme «Votre Europe, votre avis», ils peuvent rencontrer des camarades et des soutiens qui partagent leurs idées, travailler ensemble pour trouver les meilleures solutions et échanger de précieuses expériences. Aller à la rencontre de leurs pairs les aide indéniablement à engager une réflexion sur leur propre progression, leurs projets, leurs objectifs et leurs perspectives, et sur la façon dont ils peuvent encore avoir besoin de grandir sur le plan personnel.

En tant qu'enseignante qui travaille aujourd'hui en Ukraine, quel message voudriez-vous adresser à d'autres professeurs ou d'autres écoles?

Pour résumer, il y a trois choses que je voudrais dire à mes confrères et à leurs élèves. Premièrement, si vous voulez vraiment connaître la vérité sur la guerre, interrogez ceux qui la vivent.

Deuxièmement, vous devez comprendre à quel point il est important de rester unis pour aider les autres et se tenir prêts à empêcher des catastrophes. Il faut comprendre aussi à quel point il est important de faire partie d'une communauté soudée, qui partage des valeurs morales, des intérêts et des perspectives d'avenir en commun.

Le troisième élément, et c'est je crois le plus important, c'est que nous sommes en vie. Nous vivons notre vie, nous nous battons et nous obtenons des résultats. Nous progressons, nous espérons que tout se passera pour le mieux et nous ne ménageons pas notre peine pour prouver que, même dans les temps les plus durs, il y a de l'espoir et la volonté de vivre. Nous respectons ceux qui sacrifient leur vie pour que nous soyons indépendants demain, et nous les aidons du mieux que nous pouvons. Nous sommes reconnaissants à quiconque apporte son aide.

Les élèves d'Ukraine participent à de nombreux événements nationaux et internationaux, à des compétitions et même aux Jeux olympiques, et ils y obtiennent des résultats extraordinaires et une reconnaissance mondiale. Nous apprenons dans le même temps à survivre, physiquement, intellectuellement et émotionnellement, dans les conditions de vie les plus dures qui soient, qui forgent nos expériences de vie au cœur de l'Europe.

Tatiana Povalyaeva enseigne l'anglais au lycée 99 de Kharkiv depuis près de 26 ans. Elle a participé cette année à la manifestation «Votre Europe, votre avis» (YEYS), aux côtés de ses élèves.

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Laura Lui (ll)

Contributeurs à la présente édition

Chrysanthi Kokkini (ck)
Claudia-Paige Watson Brown (cpwb)
Daniela Vincenti (dv)
Dimitra Panagiotou (dm)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Joanna Harnett (jh)
Katerina Serifi (ks)
Laura Lui (ll)
Leonard Mallett (lm)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanis (mg)
Margarida Reis (mr)
Millie Tsoumani (mt)
Pablo Ribera Paya (prp)
Samantha Falciatori (sf)
Parminder Shah (sp)
Thomas Kersten (tk)
Veronika Kadlecová (vk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Adresse

European Economic and Social Committee
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tel. (+32 2) 546.94.76
Email: eescinfo@eesc.europa.eu

EESC info is published nine times a year during EESC plenary sessions. EESC info is available in 24 languages
EESC info is not an official record of the EESC's proceedings; for this, please refer to the Official Journal of the European Union or to the Committee's other publications.

Reproduction permitted if EESC info is mentioned as the source and a link is sent to the editor.

4/25